

UNIVERSITÉ PALACKÝ À OLOMOUC

Faculté des Arts

Département des études romanes

L'entrepreneuriat social dans la région d'Olomouc

Social entrepreneurship in the region of Olomouc

Mémoire de licence

Auteure : Eduarda Šuchaňová

Directeur de recherche : Mgr. et Mgr. Martin Marek

Olomouc 2020

Déclaration sur l'honneur

Je, soussignée, Eduarda Šuchaňová, atteste avoir réalisé ce mémoire moi-même et avoir noté toutes les références utilisées dans le présent travail.

À Olomouc, 6.5.2020

.....

Remerciements

Avant tout, j'aimerais bien remercier Mgr. et Mgr. Martin Marek pour avoir eu la patience et pour m'avoir donné régulièrement des conseils précieux.

Table des matières

Table des matières	4
L'introduction	6
I L'entrepreneuriat social	9
I.1 La définition de l'entrepreneuriat social	9
I.2 L'origine	11
I.2.1 L'évolution aux États-Unis	11
I.2.2 L'évolution en Europe.....	12
II L'entreprise sociale	15
II.1 La définition de l'entreprise sociale	15
II.2 La définition de l'entreprise sociale d'insertion	17
II.3 L'entreprise sociale environnementale.....	18
III Le support destiné aux entreprises sociales	20
III.1 Le support législatif.....	20
III.1.1 Le support de l'Union européenne	20
III.1.2 Les prestations pour l'emploi des personnes handicapées	21
III.1.3 L'obligation d'emploi des personnes handicapées.....	22
III.2 Le support financier des agents publics	22
III.2.1 L'appel à projets n°129	23
III.2.2 L'appel à projets n°90	24
III.2.3 L'appel à projet n°03_16_047.....	25
III.3 Le support financier des agents privés	25
III.3.1 Le programme <i>Start !t social</i> de ČSOB.....	25
III.3.2 Le crédit de ČESKÁ SPORĚTELNA à taux d'intérêt bas.....	26
III.4 Le support non-financier	26
III.4.1 L'association <i>TESSEA</i>	26
III.4.2 <i>La région d'Olomouc</i>	27
III.4.4 L'académie de la banque sociale	28
III.5 L'adaptation nécessaire des entreprises sociales.....	29
IV La recherche des entreprises sociales	30

IV.1 Le taux de chômage dans la région d’Olomouc.....	30
IV.2 La liste des entreprises sociales	30
IV.3 Le questionnaire.....	32
IV.3.1 La structure.....	32
IV.3.2 L’analyse	33
IV.3.3 La satisfaction des principes	40
IV.3.4 Les résultats.....	45
La conclusion.....	49
La liste des abréviations utilisées.....	51
La liste des figures et des tableaux	52
Résumé.....	53
Bibliographie.....	54
Annexes	62
Annotation	66
Abstract.....	67

L'introduction

Le présent mémoire de licence est nommé *L'entrepreneuriat social dans la région d'Olomouc*. La raison pour laquelle l'auteure a choisi le sujet suivant est surtout pour la curiosité de découvrir la conception de ce type d'entrepreneuriat et la motivation pour l'entrepreneur de choisir ce statut pour son entreprise. La présence de plusieurs entreprises sociales d'insertion dans son entourage a éveillé son intérêt de s'interroger sur d'autres questions importantes. Quelle est la norme législative actuelle soutenant ce sujet ? Quel est le support financier disponible pour les établissements concernés ? Est-il possible de générer assez de profit pour assurer la durabilité d'une telle organisation ? Combien d'entreprises sociales existent dans la région d'Olomouc et quel est le taux de l'emploi des personnes défavorisées dans une telle entreprise ? Le présent texte prend donc pour objectif d'examiner en détails la théorie générale y compris l'origine et l'évolution de ce phénomène dans le monde et de faire une analyse de la situation actuelle des établissements dans le territoire mentionné plus haut. L'analyse s'appuie sur les caractéristiques et les indicateurs donnés par la définition de l'entreprise sociale connue au niveau national. La question de recherche est donc la suivante : *Qu'est-ce que les entreprises choisies font pour accomplir les principes de l'entrepreneuriat social ? Jusqu'à quel point les principes sont-ils satisfaits dans la réalité ?* Elle s'intéresse aussi au point de vue des entrepreneurs et veut de plus trouver quel principe est prioritaire et essentiel pour eux. Pour obtenir les résultats de la recherche, l'auteure a choisi d'utiliser un questionnaire. Ce moyen lui permet d'atteindre toutes les organisations concernées, d'obtenir les statistiques exactes et de voir quel principe est le plus important pour les entrepreneurs.

Le premier chapitre, qui s'intitule *L'entrepreneuriat social*, sert à introduire le concept de ce statut au lecteur. Avec ses deux parties principales, il révèle l'évolution de la perception du terme ainsi que l'évolution de cette activité spécifique. Dans la première partie intitulée *La définition de l'entrepreneuriat social*, l'auteure explique plus précisément le terme d'entrepreneuriat social. Malgré le fait, qu'il n'existe pas une définition universelle, on arrive à mieux comprendre deux aspects principaux grâce à la décomposition du terme. On parle donc de l'entrepreneuriat et de l'aspect social caché derrière une mission à accomplir. Ceci correspond fréquemment à ajouter une valeur concrète à la société. Il s'agit donc d'un agent de changement qui ne reste pas indifférent aux défaveurs de situation de certaines catégories sociales. La deuxième partie nommée *L'origine* tente de rapprocher le moment où ce phénomène est apparu et essaie

de montrer quel était son évolution sur les continents différents. Il paraît que l'évolution était différente pour chacun des cas, ce qui est causé par les conditions, les besoins et l'histoire divers.

Les deuxième et le troisième chapitre se concentrent sur la définition de l'entreprise sociale en tant que statut. Même si les autorités tchèques n'ont pas encore introduit ce terme dans la législation, ils acceptent une définition créée par un réseau thématique et l'utilisent dans la pratique. Étant donné qu'il existe plusieurs types d'entreprise sociale et une grande différence dans les formes juridiques choisies par ces organisations, elles ont toujours en commun des principes à suivre : l'aspect social, économique et environnemental. Grâce à leur contribution au niveau régional, il existe un intérêt de certains agents, non seulement publics mais aussi privés, de subventionner leur création et de les soutenir financièrement mais aussi de manière éducative.

Le dernier chapitre *La situation actuelle* décrit la situation dans la région d'Olomouc aujourd'hui et contient la recherche pour analyser les entreprises sociales de ce territoire. Dans la partie intitulée *La recherche des entreprises sociales*, on peut trouver la liste actuelle de ces dernières avec une précision de leurs activités économiques. Ensuite, la partie *Le questionnaire* contient les résultats du questionnaire expliqués. Toutes les sous-parties suivantes s'occupent de l'analyse des critères particuliers.

La littérature concernant le sujet de l'entrepreneuriat social n'est pas si nombreuse, pourtant elle est disponible dans les langues différentes. Comme cette problématique est influencée par les conditions différentes dans chaque pays, il est possible de trouver des ressources internationales ainsi que des documents tchèques. Pour la partie théorique, l'auteure profite d'une combinaison des deux types de littérature. Dans les cas qui s'y prêtaient, l'auteure a décidé d'utiliser les ressources primaires pour reprendre les points originaux, pas reformulés et utilisés dans un contexte quelconque.

Parmi les spécialistes de cette problématique, on a Jacques Defourny, qui a contribué au développement de l'entrepreneuriat social dans le contexte européen et y contribue encore aujourd'hui. Il a initié quelques projets différents pour examiner et mieux comprendre les conditions différentes dans les pays européens. Ses œuvres *Approches européennes et américaines de l'entreprise sociale : une perspective comparative* et *L'approche EMES de l'entreprise sociale dans une perspective comparative* expliquent le lien de ce sujet et l'économie sociale ainsi que les points communs du concept de l'entreprise sociale dans le contexte européen créé en coopération avec Réseau EMES.

En ce qui concerne la littérature tchèque, l'auteure très importante est Marie Dohnalová qui a publié plusieurs ouvrages concernant ce sujet et qui le traite toujours d'un point de vue différent. Les ouvrages *Sociální ekonomika*, *sociální podnikání*, *Podnikání pro každého* et *Lidské zdroje v sociálních podnicích* ont permis à l'auteure de ce mémoire de comprendre la situation dans la République tchèque et de mieux appréhender la problématique.

Les ressources électroniques jouent un rôle très important dans le travail et représentent une source d'informations actuelles et mises à jours. Le site www.ceske-socialni-podnikani.cz qui est géré par le Ministère de l'Emploi et du Travail de la République tchèque offre un registre des entreprises sociales situées dans le pays ainsi qu'une publication de la définition de l'entreprise sociale reconnue par les agents économiques même si elle n'est pas incluse dans la loi tchèque. De plus, le site du réseau pour les entreprises sociales www.tessea.cz la publie aussi avec d'autres définitions concernant les types différents de l'entreprise sociale. Finalement, le site www.esfcr.cz livre un registre concernant le soutien financier des agents publiques destiné aussi aux entreprises sociales et représenté sous la forme d'appels d'offre. Ces ressources mentionnées ne représentent pas toute la bibliographie utilisée mais juste une partie importante pour ce mémoire.

I L'entrepreneuriat social

Pour introduire le concept de l'entrepreneuriat social, il faut s'interroger sur sa propre définition, son origine et l'évolution qui a influencé la perception de ce phénomène d'aujourd'hui.

I.1 La définition de l'entrepreneuriat social

L'entrepreneuriat social n'a pas une définition universelle qui est valable dans tous les pays. Plusieurs définitions ont été créées. Pour voir plus loin, il faut analyser ce terme plus en détails. En effet, il contient deux parties significatives : « entrepreneuriat » et « social ».

Premièrement, selon le dictionnaire *Larousse* et *le Petit Robert*, l'expression « entrepreneuriat ¹ » signifie « *l'activité d'un entrepreneur* ». (LE PETIT ROBERT, 2014 ; LAROUSSE, 2019) Cette explication crée une nécessité de définir le mot « entrepreneur ». Le premier à définir ce terme était l'économiste J. B. Say en 1803 : « *l'entrepreneur d'industrie, (est) celui qui entreprend de créer pour son compte, à son profit et à ses risques, un produit quelconque* ». (SAY, 1803, p. 60) Alors il donne le nom de l'entrepreneur à celui qui a pour objectif de créer une valeur économique en prenant des risques. Cette production de valeur est intéressante pour lui à cause de la génération de bénéfice. Selon Schumpeter qui a été cité dans l'œuvre de Fontan, l'entrepreneur est un individu innovant qui, pour son activité économique, n'hésite pas à fonder de nouveaux systèmes sous la forme de produits originaux, de style d'organisation du travail différent, ou de nouvelles façons à utiliser les produits déjà existants. L'entrepreneuriat est donc caractérisé comme une action individuelle soumise à son environnement social ou politique cherchant à trouver un moyen innovant pour créer de la richesse économique en prenant des risques. (FONTAN, 2011, p. 40) Finalement, Dees reprend les idées précédentes des deux économistes et définit l'entrepreneuriat comme la reconnaissance et la poursuite continue de nouvelles façons pour générer une valeur sociale, ainsi que l'engagement persistant en innovation et l'action courageuse qui n'accepte pas l'aspect de l'existence des ressources limitées. (PEREDO, 2006, p. 59) Il en résulte que l'entrepreneuriat est donc l'activité économique d'un individu libre, qui produit une richesse qui est bénéfique pour lui et/ou pour la société et qui récompenserait les risques pris au début. (FONTAN, 2011, p. 39)

Deuxièmement, le terme « social » dénonce l'orientation de l'activité d'entreprise vers une mission sociale à réaliser. Cet aspect est essentiel pour distinguer ce concept de tous

¹Dans les ressources scientifiques utilisées, on observe aussi la forme évoluée de ce terme - l'entrepreneuriat.

les autres. La combinaison avec une mission économique est possible. L'établissement portant ce statut montre la direction aux autres car il joue un rôle d'agent de changement. La direction de ce dernier doit être définie depuis le début et doit être suivie consciemment tout au long de l'activité de l'entreprise. (BROUARD, 2007) L'entreprise prend pour but aussi d'ajouter une valeur à la société. Elle vise à contribuer d'une certaine façon à la prospérité et au bien-être de la communauté locale. (PEREDO, 2006)

Finalement, selon Paul Light cité dans l'œuvre de Dohnalová, l'entrepreneuriat social est influencé par quatre éléments : l'entrepreneur, les idées, les opportunités et l'organisation. Alors, il ne représente pas le résultat du travail d'un individu mais il s'agit d'un ensemble de tous les efforts faits par des agents. D'où la définition de l'entrepreneuriat social : « *L'effort produit par des individus, des groupes, des réseaux, des organisations et des organisations associées, qui aspire à aboutir le changement essentiel et permanent envers l'attitude actuelle pour les problèmes sociaux de la part des gouvernements, des organisations à but non lucratif et des entreprises.* » (DOHNALOVÁ, 2012, pp. 53–54) En République tchèque, on observe une certaine évolution de la définition. Dans l'œuvre de Jaroslava Syrovátková, l'entrepreneuriat social est vu comme un outil pour créer des emplois. Les objectifs principaux ne sont pas orientés vers la maximalisation du profit mais vers le domaine social. Donc le profit est ensuite réinvesti dans l'entrepreneuriat-même ou dans une communauté locale. (SYROVÁTKOVÁ, 2010, p. 22) Selon Marie Dohnalová, l'entrepreneuriat social représente une évolution dynamique de troisième secteur. Il tend à fournir des services ou à fabriquer des biens avec le but clair d'aider la communauté locale ou la société en général. (DOHNALOVÁ, 2012, p. 54) Ensuite, la définition suivie par la norme a été définie par TESSEA et est entrée en vigueur en 2011. Il s'agit de l'ensemble des activités économiques qui sont bénéfiques pour la société et son environnement. Son rôle est très important pour le développement au niveau local grâce à sa capacité de créer des offres d'emplois aux personnes défavorisées à cause de leur état de santé, de leur catégorie sociale ou de leur culture d'origine. Le profit de l'entreprise portant ce statut spécifique est dans la majorité utilisé pour le développement suivant : générer le profit est aussi important que la hausse de bénéfice public. (ČESKÉ SOCIÁLNÍ PODNIKÁNÍ, 2019) Donnés par la définition ci-dessus, l'entrepreneuriat doit remplir quelques critères spécifiques. Son activité économique, son aspect social et finalement environnemental sont essentiels. L'autosuffisance est aussi un des principes de base qui sont inévitables pour sa fondation. (TRČKA, 2014, p. 5)

I.2 L'origine

L'entrepreneuriat social commence à se développer des deux côtés de l'Atlantique. Cependant, chacun des deux continents procède selon une perspective différente.

I.2.1 L'évolution aux États-Unis

Aux États-Unis, deux approches vers cet entrepreneuriat se sont créées. La première est dite *L'école des ressources marchandes*. Selon cette approche, l'entreprise sociale adopte une attitude innovatrice envers les complications financières des organisations non-profit au service de leur mission sociale. (DEFOURNY, 2011) L'entreprise sociale est donc fondée avec une stratégie d'assurer les ressources pour la réalisation de l'objectif principal de l'association privée à but non lucratif. Tout ceci est assuré par la commercialisation de ces activités. Dans les années 70 de XX^e siècle, l'entreprise sociale désignait l'entreprise établie par une association non-profit ayant l'objectif de créer de l'emploi pour les personnes défavorisées. Dans la décennie suivante, la fondation des entreprises sociales devient encore plus populaire. (DOHNALOVÁ, 2012) Cette tendance s'accroît à cause du gouvernement qui sabre le budget et avec lui surtout le programme social créé dans les années 60 qui était orienté vers la pauvreté, l'éducation, le soin de santé, le développement de la communauté, l'environnement et l'art. Après les changements de budget dans les années 80, les programmes sociaux sont réduits de 38 milliards de dollars pour les organisations non-profit à part de secteur de santé. (KERLIN, 2006, p. 251) Selon Yunus cité dans l'œuvre de Defourny, ces investisseurs fondateurs ne créent pas d'entreprises sociales pour générer le profit par les dividendes car il est réinvesti totalement dans l'organisation d'origine ayant une mission sociale. (DEFOURNY, 2011) C'est pourquoi il existe une telle diversité des activités de ces entreprises. Cependant, elles peuvent être classifiées dans trois catégories suivantes : les entreprises sociales pleinement intégrées dans les associations à but non lucratif, les entreprises sociales partiellement intégrées ou les entreprises sociales en dehors des associations à but non lucratif. (DOHNALOVÁ, 2012, pp. 48–52)

La deuxième approche est *L'école de l'innovation sociale*. (DEFOURNY, 2011) Elle met l'accent sur l'entrepreneuriat social et ses détenteurs, qui sont vus comme des promoteurs des changements essentiels et innovants. Même si, dans la majorité des cas, l'objectif de créer une entreprise sociale est de soutenir ses activités économiques différentes, cette école se concentre sur l'aspect des innovations sociales. Cet aspect aide la société ou une communauté spécifique. De plus, elle est liée aux définitions de Schumpeter et de Dees mentionnées dans le chapitre

précédent. (DOHNALOVÁ, 2012, pp. 52–53) Le novateur et le promoteur important de ce dernier est Bill Drayton, qui a fondé l'organisation Ashoka en 1982. (DOHNALOVÁ, 2012, p. 45) La vision de cette société est de soutenir les entrepreneurs sociaux, pionniers de l'innovation sociale, qui visent à résoudre les grands problèmes structurels de la société et de ses comportements. Après avoir été fondée en Inde et après avoir observé les qualités uniques de ses entrepreneurs, la compagnie a trouvé un système rigoureux pour les reconnaître, les sélectionner au niveau mondial et de les intégrer dans sa chaîne de Fellows Ashoka. (ASHOKA, 2020a) Jusqu'à aujourd'hui, plus de trois mille d'innovateurs sociaux ont été soutenus par cette compagnie dans le monde entier. Notamment en Europe centrale², cent soixante-dix ont été soutenus. L'écosystème de cette chaîne est basé sur le réseau des investisseurs et des entrepreneurs avec beaucoup d'expériences. Grâce à ces connexions, il est possible de partager leur savoir-faire, d'aider à créer des partenariats stratégiques, d'assurer des ressources financières et de développer leurs idées et leur participation. (ASHOKA, 2020b) En ce qui concerne la République tchèque, il y a quatorze entrepreneurs sociaux qui ont été choisis par ce système spécifique et chacun d'eux vise à atteindre le changement dans la société avec son projet spécifique³. (ASHOKA, 2020c) L'autre promoteur de cette école qui crée des programmes pour soutenir les entrepreneurs sociaux est *Social Enterprise Initiative* qui a été fondé par Harvard Business School en 1993. (DRAPERI, 2010)

1.2.2 L'évolution en Europe

En Europe, on distingue également deux approches qui concernent l'entrepreneuriat social. La première est plus dominante. Elle relie le terme d'entreprise sociale au troisième secteur de la société et aux entreprises de type coopératif⁴. Il est étroitement lié au travail du *Réseau EMES* qui l'influence par sa recherche, et sa définition de l'entreprise sociale de type idéal.

² Les pays concrets ne sont pas précisés.

³ Plus d'information des projets particuliers sont disponible sur <https://ashoka-cee.org/czech/fellows/>.

⁴ Pour préciser la situation, dans le passé, le milieu de la République tchèque était riche en organisations de ce type. L'idée de la solidarité, les principes de base de l'économie sociale ou l'initiative pour la création des associations ou des coopératives ont été soutenus par de grands personnages du XIX^e siècle comme Cyril Kämpelík, František Ladislav Chleborad ou Karel Engliš. Ce moyen de pensée a contribué au fait qu'en 1869, 40 % de toutes les associations situées dans la monarchie d'Autriche-Hongrie ont été fondées en Bohême. En 1938, la vie des associations a atteint son zénith car il y en avait neuf milles cent-quinze au total. La période après la Seconde Guerre mondiale a été influencée par le régime socialiste qui ne soutenait pas ce type d'organisation. Ce régime a mis fin à la majorité de ces organisations. Après 1989, grâce à la modification de la loi, la création des coopératives et des associations était à nouveau possible. Cette évolution est considérée comme l'origine de l'entrepreneuriat social. (DOHNALOVÁ, 2012, pp. 62–70)

(DOHNALOVÁ, 2012, p. 54) Le *Réseau EMES* a été fondé en 1990 par Jacques Defourny et il a été établi par la loi en 2002. (DOHNALOVÁ, 2015, p. 27) Jacques Defourny est l'enseignant du troisième secteur à l'Université de Liège, en Belgique. (EMES, 2020a) En ce qui concerne le *Réseau EMES*, il s'agit d'un réseau international de recherche regroupant les centres de recherches universitaires et les chercheurs indépendants. Son but est de créer progressivement un corpus international pour rassembler toutes les informations venant d'une théorie ou d'une expérience, touchant le sujet de l'entreprise sociale, l'entrepreneuriat sociale, l'économie sociale, l'économie solidaire et l'innovation sociale. (EMES, 2020b) Son activité a pour objectif de voir comment les nations différentes ont introduit le troisième secteur dans la loi et de comprendre les différentes expériences au niveau national de ces pays. (DOHNALOVÁ, 2015, p. 27) Depuis l'année 1996, huit recherches principales ont été réalisées et publiées. (EMES, 2020c) Les résultats de deux grandes recherches ont contribué à la création de la typologie des entreprises sociales d'insertion qui existent en Europe. Le premier projet nommé *PERSE*⁵, qui s'est déroulé entre 2001 et 2004, a examiné dix pays de l'Europe et leurs organisations employant des personnes défavorisées. Les pays concernés étaient l'Allemagne, la France, l'Angleterre, l'Irlande, la Finlande, la Suède, le Portugal, l'Espagne, la Belgique et l'Italie. Cette recherche a révélé la situation du marché du travail de chacun de ces pays, leur politique d'emploi, elle a examiné la catégorie des gens défavorisés présente sur le marché du travail, la relation entre les entreprises sociales d'insertion *WISE*⁶ avec les affaires publiques et avec le secteur du marché. Elle décrit aussi comment les types des entreprises sociales d'insertion arrivent à atteindre leurs objectifs. Le deuxième projet intitulé *ELEXIES* a été significatif pour ce domaine aussi. Il s'est déroulé entre 2002 et 2003 dans douze pays. Son but était de fournir une caractéristique générale des entreprises sociales d'insertion *WISE*, les types possibles de l'intégration dans le travail, le nombre de ces entreprises, les moyens disponibles pour le fonder et le caractère des subventions disponibles. (DOHNALOVÁ, 2015, p. 28)

La deuxième approche est reliée aux départements d'affaires et de management situés dans l'Union européenne, notamment en Grande Bretagne. L'entrepreneuriat social est vu comme un outil pour atteindre un changement social. Ceci devient possible lorsque l'activité de l'entreprise est vraiment productive. Fournir les services et produire des biens avec une attitude

⁵ Le nom entier était « The socio-economic performance of social enterprises in the field of work-integration ».

⁶ Il s'agit de type officiel « Work Integration Social Enterprises » qui a pour objectif d'intégrer les groupes sociaux défavorisés dans le travail. (ŠKOBLA, 2018, p. 14)

innovatrice semble être une solution pour les problèmes sociaux. L'innovation est marquante dans cette approche. Dans la majorité des cas, les entreprises concernées sont de type de l'association à but non lucratif mais ce n'est pas une condition. Les entreprises peuvent intégrer ce type d'entrepreneuriat aussi par la responsabilité sociale des entreprises⁷. (DOHNALOVÁ, 2012, p. 55) La RSE exprime les comportements différents que l'organisation peut adopter envers son entourage représenté par les groupes divers. Ces groupes peuvent être les employés qui travaillent dans l'entreprise, les partenaires commerciaux, les actionnaires, les communautés locales ou l'état. Etant donné que l'organisation est vue comme la partie de la réalité locale, elle s'occupe de l'environnement et contribue au développement durable. La RSE représente une tendance de changement dans la société. Elle tient compte des objectifs et du profit de l'organisation et en même temps, en l'intégrant, l'entreprise passe des objectifs de court terme aux objectifs de long terme et exprime une préférence pour le profit optimal au profil maximal. Cette attitude est intégrée dans d'autre domaine, par exemple dans les ressources humaines, dans le soin de ses employés, dans l'environnement de sa région ou dans le principe de la direction et la gestion de l'organisation. (BRODSKÝ, 2020, p. 19) Le document qui traite de ce sujet est *Le livre vert*⁸ créé par la Commission européenne en 2001. Il contient les principes de bases, les outils et les attitudes de la RSE. Il s'agit donc d'un premier représentant d'une stratégie pour tout l'Europe dans ce domaine. (BRODSKÝ, 2020, p. 20)

⁷ Le terme de la responsabilité sociale est aussi connu sous l'acronyme RSE qui sera utilisé dans la suite.

⁸ Le document mentionné est entièrement intitulé *Le livre vert - Promouvoir un cadre européen pour la responsabilité sociale des entreprises* et le texte entier est disponible ici : <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX:52001DC0366>.

II L'entreprise sociale

Définir le terme de l'entreprise sociale semble inévitable pour comprendre les caractéristiques et les critères principaux de l'entrepreneuriat social appliqué au territoire appartenant à l'Union européenne, plus précisément à la République tchèque.

II.1 La définition de l'entreprise sociale

Tout d'abord, comme déjà mentionné, le *Réseau EMES* a joué un rôle important dans l'évolution de l'entrepreneuriat social en Europe. Il a défini un idéal-type de l'entreprise sociale. Ce modèle combine les indicateurs principaux de ce nouveau type d'entrepreneuriat venant de l'économie sociale et solidaire. Et pourtant, il ne s'agit pas d'une liste de conditions à remplir pour obtenir ce statut. Cette définition sert à s'orienter, à pouvoir rassembler les organisations selon ces critères communs, à découvrir les limites pour définir l'entreprise sociale qui pourrait être reconnue par le système. Tout d'abord, la définition a été composée de deux sous-ensembles : le premier contenait quatre caractéristiques économiques et le deuxième en contenait cinq de nature sociale. Cependant, aujourd'hui, la définition a été changée en trois sous-ensembles dont chacun contient trois indicateurs. Le premier sous-ensemble représente les indicateurs de la dimension économique. Il est défini par trois éléments pour souligner le caractère économique et entrepreneurial : « *une activité continue de production de biens ou de services, un niveau significatif de prise risque économique et un niveau minimum d'emploi rémunéré* ». La deuxième catégorie correspond aux indicateurs de la dimension sociale : « *un objectif explicite de service à la communauté, une initiative émanant d'un groupe de citoyens, une limitation de la distribution des bénéfices* ». Le troisième sous-ensemble reprend les indicateurs de la structure de gouvernance : « *un degré élevé d'autonomie, un pouvoir de décision non basé sur la détention de capital, une dynamique participative impliquant différentes parties concernées par l'activité* ». (DEFOURNY, 2013, pp. 8–10)

Ensuite, l'Union européenne s'intéresse pour la problématique du développement de l'économie sociale et de l'entrepreneuriat social depuis longtemps. A cause de la différence de leurs caractères, au fur et à mesure, le terme de l'entrepreneuriat social devient plus indépendant. C'est à cause de son trait entrepreneurial et de son idée de la durabilité économique tandis que l'économie sociale s'oriente vers le secteur à but non lucratif. En 2011, à la base des caractéristiques de l'entreprise sociale définis par *EMES*, *l'Initiative pour l'entrepreneuriat social* fondé au niveau de la Commission européenne a créé sa propre

définition. (TESSEA, 2018, p. 12) L'entreprise sociale est définie comme un établissement pour lequel la génération du profit est moins importante que l'impact social généré par son activité du point de vue ses propriétaires ou ses partenaires. Ensuite, elle investit le profit excédentaire dans la réalisation de ses objectifs sociaux. Sa gestion est caractérisée par la responsabilité, la transparence, l'innovation et particulièrement par ses activités qui rassemblent ses employés, ses clients et ses parties prenantes concernées. (LA COMMISSION EUROPEENNE, 2015 ; TESSEA, 2018)

Enfin, le Ministère du Travail et de l'Emploi de la République tchèque utilise la définition de l'entreprise social qui a été créé par *TESSEA*. Selon cette dernière entité, l'entreprise sociale est définie comme « *le sujet de l'entrepreneuriat social* » donc la personne morale crée selon le droit privé ou la personne physique, qui satisfait les principes de l'entreprise sociale. Elle doit formuler l'objectif profitable au public dans les documents de création avec des activités concrètes qui visent à son accomplissement. Cet objectif est créé et se développe à la base du concept de « *bénéfice en trois domaines* » - économique, social et environnemental. Dans chacun de ces domaines, il existe quelques principes à suivre. Cependant, il n'est pas obligatoire de satisfaire tous les indicateurs dans les principes mentionnés plus bas. (TESSEA, 2020a)

Le principe social

Le domaine social contient deux critères à suivre :

1. L'entreprise exécute les activités profitables au public ou au groupe spécifique des gens défavorisés. Ceci est assuré par la définition du groupe cible pour chacune d'elles.
2. L'organisation donne la possibilité aux employés et aux membres de participer à l'orientation future de l'entreprise. De plus, les informations concernant son activité, le résultat économique et l'accomplissement de son objectif profitable au public sont régulièrement actualisés et disponibles pour tout le monde. (TESSEA, 2014a)

Le principe économique

Le domaine économique spécifie sept critères suivants :

1. Le profit généré est en priorité utilisé pour le développement de l'entreprise et/ou pour l'accomplissement de l'objectif profitable au public. En cas de résultat économique positif, plus de 50 % du profit est réinvesti dans le développement

et/ou dans l'accomplissement de l'objectif donné. L'information concernant cet investissement est disponible pour le public.

2. L'établissement est autonome en gestion au niveau de manager et indépendant des fondateurs extérieurs. Par ailleurs, la structure organisationnelle est claire de même que le contenu de travail, le pouvoir et la responsabilité de chacun des employés.
3. Au minimum 30 % de la vente des produits ou des services contribue au revenu total.
4. L'entreprise est capable de maîtriser les risques économiques et utilise une des méthodes standard pour sa gestion.
5. Le traitement de propriété est limité. Il est possible d'indiquer le transfert du solde de liquidation en cas de clôture de l'entrepreneuriat au bénéfice d'une autre entreprise sociale, d'une organisation profitable au public ou de la commune.
6. L'exécution de l'activité doit être systématique.
7. L'entité a une tendance de payer pour le travail de ses employés. (TESSEA, 2014a)

Le principe environnemental et local

La dernière catégorie est composée de quatre indicateurs :

1. Les besoins de la communauté locale et sa demande sont une priorité.
2. Les ressources locales sont utilisées en priorité. Ceci englobe l'emploi des personnes venant de la région, l'achat des matériaux des producteurs locaux et l'exploitation des matières premières régionales et le matériel local.
3. L'aspect environnemental est pris en considération tout au long du processus de production et de consommation.
4. L'entreprise sociale cherche les possibilités de coopération avec les acteurs locaux. (TESSEA, 2014a)

II.2 La définition de l'entreprise sociale d'insertion

De plus, *TESSEA* distingue l'entreprise sociale de l'entreprise sociale d'insertion. Elle est définie comme « *le sujet de l'entrepreneuriat social* » donc la personne morale créée selon le droit privé ou la personne physique, qui satisfait les principes de l'entreprise sociale d'insertion. Elle doit formuler son objectif profitable au public dans les documents de création avec des activités concrètes qui visent à son accomplissement. Cet objectif doit correspondre à l'emploi et l'intégration sociale des personnes défavorisées présentes sur le marché du travail.

Cet objectif est créé et se développe à la base du concept de « bénéfice en trois domaines » - économique, social et environnemental. Dans chacun de ces domaines, il existe quelques principes à suivre. (TESSEA, 2014b)

Le principe social

Le principe social est défini par trois critères :

1. L'objectif profitable au public est donc d'employer et d'intégrer socialement les personnes défavorisées qui sont présentes sur le marché du travail. Les personnes employées appartenant à cette catégorie correspondent au minimum à 30 % de tous les employés. L'entreprise doit fournir un soutien spécifique et nécessaire à chacun d'eux. De plus, toutes ses activités servent à un groupe spécifique correspondant.
2. Les employés et les membres peuvent participer à l'orientation future de l'entreprise. Ce critère correspond au deuxième critère du principe social de l'entreprise sociale mentionné plus haut.
3. L'entrepreneur se concentre sur le développement des compétences de travail de ses employés. (TESSEA, 2014b)

Le principe économique

Ce principe ne contient que cinq indicateurs qui sont identiques aux cinq premiers indicateurs du principe économique de l'entreprise sociale. (TESSEA, 2014b)

Le principe environnemental et local

Rien ne change par rapport au principe écologique et local de l'entreprise sociale. (TESSEA, 2014b)

II.3 L'entreprise sociale environnementale

Ensuite, le Ministère du Travail et de l'Emploi de la République tchèque a publié la définition de l'entreprise sociale environnementale en relation avec les appels d'offres. L'organisation vise à résoudre un problème environnemental concret, à employer et à socialement intégrer les personnes défavorisées sur le marché du travail. Ce but doit faire partie de ses documents de fondation. De plus, les activités économiques de l'établissement doivent contribuer à son accomplissement. (MINISTERSTVO PRÁCE A SOCIÁLNÍCH VĚCÍ ČR, 2020a)

Le principe social

Ce principe contient deux indicateurs :

1. L'organisation doit intégrer les personnes défavorisées. Pour accomplir cet indicateur, les employés appartenant à cette catégorie correspondent au minimum à 30 % de tous les employés. De plus, le développement et l'intégration de ces personnes sont soutenus par des outils personnels et intégrationnistes.
2. La gestion de l'entreprise est démocratique. Ceci implique que ses employés et ses membres sont régulièrement et systématiquement informés de l'activité de l'établissement, de son résultat économique et de l'accomplissement de sa vision générale. En outre, ils peuvent contribuer à l'orientation future de l'entreprise. (MINISTERSTVO PRÁCE A SOCIÁLNÍCH VĚCÍ ČR, 2020a)

Le principe économique

Ce principe est représenté par les trois premiers du principe économique de l'entreprise sociale. (MINISTERSTVO PRÁCE A SOCIÁLNÍCH VĚCÍ ČR, 2020a)

Le principe environnemental et local

Ce dernier comporte les cinq indicateurs suivants :

1. Il est possible de trouver la dimension environnementale dans les activités économiques qui servent à accomplir son but bénéfique au public. La contribution écologique est évaluée régulièrement et ensuite communiquée par la communication interne mais aussi par les médias publiquement disponibles.
2. Tout au long du processus de production de biens et/ou de services, y compris l'administration nécessaire, l'entreprise prend en considération l'aspect écologique.
3. Le soutien de l'économie locale est présent. Il prend en considération la production locale de même que la consommation régionale. Alors, pour la production de biens ou de services, l'organisation utilise les ressources (par exemple les matières premières, le matériel ou les services) venant de sa région. En outre, elle assure la satisfaction des besoins générés par la communauté.
4. L'entreprise sociale embauche en priorité les personnes venant de la région.
5. L'entreprise sociale vise à coopérer avec les acteurs locaux. (MINISTERSTVO PRÁCE A SOCIÁLNÍCH VĚCÍ ČR, 2020a)

III Le support destiné aux entreprises sociales

L'entrepreneuriat social n'est pas encore défini dans la loi ce qui peut induire certaines complications. Elles peuvent se reproduire dans le cas où les agents publics ou privés déclarent un support. Les différentes formes de support mentionnées dans ce chapitre peuvent être destinées aux entreprises sociales même si ce n'est pas dit explicitement. Sa caractéristique est donnée, par exemple, par le statut juridique de l'organisation ou par d'autres critères qui diffèrent d'un cas à l'autre. Il est donc important d'analyser comment les agents définissent l'entreprise sociale dans la pratique et quelle est sa définition avec laquelle les agents travaillent. Ainsi, du côté des entreprises sociales, il faut découvrir ce à quoi elles doivent correspondre pour atteindre les soutiens particuliers et si elles doivent appliquer des changements radicaux dans leur structure ou leur fonctionnement en général.

III.1 Le support législatif

III.1.1 Le support de l'Union européenne

La directive du Parlement européen et le Conseil donnent les recommandations spécifiques et une proposition juridique pour la passation de marchés publics, au territoire européen. Ces ordonnances visent à harmoniser les procédés correspondants dans les pays membres et donc influencent les règlements juridiques nationaux. La directive 2014/24/UE traite ce domaine et elle exprime les obligations de base à suivre par le pouvoir adjudicateur. (DORŇÁKOVÁ, 2016, p. 16) Les marchés publics sont importants pour la stratégie proposée par la Commission intitulée : « *Europe 2020 pour une croissance intelligente, durable et inclusive* ». Cet outil de marché vise à garantir l'utilisation la plus favorable de fonds publics. Ces instructions de l'Union ne touchent pas toutes les formes de dépenses de fonds publics, juste celles qui servent à acquérir les travaux, les fournitures ou les services remboursées par le marché public. (LE PARLEMENT EUROPÉEN ET LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE, 2014, p. 1) Tout d'abord, le devoir de traiter tous les candidats objectivement, d'agir d'une manière transparente et ne discriminer aucun des candidats est indispensable. Elle porte aussi des changements principaux et prend en considération les aspects sociaux, écologiques et innovants. (DORŇÁKOVÁ, 2016, pp. 17–18) Les points favorables pour les entreprises sociales peuvent être les suivants : d'après l'Article 67, l'attribution des marchés publics doit être raisonnée par l'évaluation des offres suivant les critères des avantages économiques. Le marché public sera

attribué à celui dont l'offre sera la plus favorable économiquement au point de vue de pouvoir adjudicateur. Ceci est jugé d'après le prix ou le coût, le rapport entre le prix et le coût mais peut être déterminé aussi par le rapport qualité/prix. Ce dernier peut contenir en plus les aspects qualitatifs, environnementaux et/ou sociaux qui peuvent correspondre à « *la qualité, y compris la valeur technique, les caractéristiques esthétiques et fonctionnelles, l'accessibilité, la conception pour tous les utilisateurs, les caractéristiques sociales, environnementales et innovantes et la commercialisation et ses conditions; l'organisation, les qualifications et l'expérience du personnel assigné à l'exécution du marché, lorsque la qualité du personnel assigné peut avoir une influence significative sur le niveau d'exécution du marché; ou le service après-vente, l'assistance technique et les conditions de livraison, telles que la date de livraison, le mode de livraison et le délai de livraison ou d'exécution* ». À travers ces critères, le pouvoir adjudicateur peut interdire ou limiter la possibilité de choisir le gagnant par l'offre la plus favorable au niveau financier. (LE PARLEMENT EUROPÉEN ET LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE, 2014) Grâce à la possibilité de prendre en considération les aspects sociaux et environnementaux, il est favorable de soutenir l'intégration sociale des personnes défavorisées. (DORŇÁKOVÁ, 2016, p. 18) Le Ministère du Travail et de l'Emploi de la République tchèque a joint ce concept d'appel d'offre en avril 2014. Dans ces appels, il analyse les opportunités pour soutenir les personnes sans emploi, prend en considération les points sociaux et environnementaux. Ceci l'amène aux outils pour améliorer les problèmes sociaux comme le chômage, la situation défavorable pour les personnes handicapées ou défavorisées socialement. (DORŇÁKOVÁ, 2016, p. 31) Ce principe était valable d'après la loi tchèque n°137/2006 du journal officiel jusqu'à la modification de la loi. Aujourd'hui, la loi tchèque n°134/2016 du journal officiel touche cette problématique. Selon le paragraphe 38, il est possible d'annoncer un appel d'offres réservé aux entreprises qui emploient au moins cinquante pour cent des personnes en situation de handicap. (ZÁKONY PRO LIDI +, 2020a)

III.1.2 Les prestations pour l'emploi des personnes handicapées

Le soutien pour les entrepreneurs ainsi que pour les employés en situation de handicap représente la loi de l'emploi n°435/2004 du journal officiel. La classe des personnes concernées est définie dans le paragraphe n°67. En bref, il s'agit des personnes invalides ou handicapées qui ne sont pas capables d'exécuter le contenu de travail systématiquement. L'origine peut être causée par des problèmes de santé ou un mauvais état de santé qui ne s'améliore pas

pendant l'année suivante. Son état limite son aspect physique, sensoriel ou psychique. Sa capacité de travailler est donc limitée. Toutes les conditions sous lesquelles l'entrepreneur peut recevoir les prestations pour l'emploi des gens handicapés sont mentionnées dans le paragraphe n°78a. D'après cette loi, ces prestations servent à couvrir 75% de tous les coûts générés par le salaire, le service social, l'assurance de santé etc. Le responsable pour l'allocation est Pôle Emploi de la région correspondante. De plus l'entrepreneur reçoit une allocation de 1000 CZK⁹ pour chacun de ses employés en situation de handicap. (ZÁKONY PRO LIDI +, 2020b)

III.1.3 L'obligation d'emploi des personnes handicapées

D'après le paragraphe 81 de la loi 435/2004 du journal officiel, chacune des entreprises employant plus de 25 salariés est obligée d'employer aussi les personnes en situation de handicap. La part des employés dédiée à cette catégorie doit correspondre à un minimum de 4 %. Il existe trois moyens pour satisfaire cette obligation : la première option correspond à signer un contrat de travail et donc employer ces personnes, la deuxième option permet de faire un prélèvement des biens ou des services générés par une société confirmée, par Pôle Emploi, d'après le paragraphe 78 de la même loi et finalement, la troisième option correspond aux choix de l'entreprise de verser une contribution à l'avantage du budget de l'Etat. La combinaison de ces trois moyens est possible aussi. Pour revenir à la deuxième option, le paragraphe n°78 spécifie les caractéristiques des entreprises confirmées. Pôle Emploi signe un accord avec les entreprises venant de la région correspondante pour confirmer qu'il s'agit des employeurs sur le marché du travail protégé. Ces derniers¹⁰ emploient plus de 50 % des personnes en situation de handicap. (ZÁKONY PRO LIDI +, 2020b)

III.2 Le support financier des agents publics

Les agents publics donnent une possibilité de gagner de l'argent aux entreprises sociales sous forme de dotation. La dotation est générée par le fonds européen. Cette façon de financement représente souvent une complication pour les organisations parce qu'elles manquent de capacité humaine pour l'administration d'accompagnement. (VYSKOČIL, 2014, p. 28)

⁹ Le code ISO de couronne tchèque, la monnaie nationale de la République tchèque.

¹⁰ Liste des entreprises confirmées par Pôle Emploi sont disponible sur ce site : <https://www.uradprace.cz/seznam-dodavatelů-nahradního-plnění>.

III.2.1 L'appel à projets n°129

L'appel à projets n°129 *Le soutien de l'entrepreneuriat social* a été déclaré par le Ministère du Travail et de l'Emploi de la République tchèque. Il a été créé comme un outil pour l'intégration sociale et la lutte contre la pauvreté. Plus précisément, la priorité d'investissement concerne l'intégration active, y compris l'intégration en considération des opportunités égales, la participation active et l'amélioration de l'emploi. Son but spécifique était de développer le secteur de l'économie sociale en soutenant la création des entreprises sociales d'insertion et environnementale. L'allocation financière de tout appel de 315 millions CZK était financée par le *Fonds social européen*. Les agents qui pouvaient soumettre les projets pouvaient être les auto-entrepreneurs, les corporations commerciales de type société en nom collectif, société en commandite, société à responsabilité limitée, société anonyme, société européenne, groupement européen d'intérêt économique, association, les entreprises sociales et les organisation non gouvernementale¹¹ aussi de types divers. Les dépenses correspondantes pour un projet devaient être au minimum de 400 milles CZK et ne pouvaient s'élever qu'au montant maximum de 6 millions CZK. Les activités économiques possibles à soutenir avec cet appel devaient suivre les critères mentionnés dans le projet parlant des principes de l'entrepreneuriat social mentionné dans le chapitre I.3. (MINISTERSTVO PRÁCE A SOCIÁLNÍCH VĚCÍ, 2017, pp. 2–6) Tout d'abord, dans le cas d'une entreprise sociale, il existe plusieurs catégories des personnes défavorisés possibles à employer : les demandeurs d'emploi enregistrés au Pôle Emploi pendant une période dont la durée dépasse douze mois, les demandeurs d'emploi enregistrés répétitivement au Pôle Emploi qui ont du mal à maintenir leur poste au travail et dont la durée d'enregistrement dépasse douze mois dans une période de deux ans, les personnes en situation de handicap suivant le paragraphe n°67 de la loi n°435/2004 du journal officiel, les personnes qui ont un enregistrement dans le casier judiciaire obtenu pendant les dix dernières années, les personnes quittant l'établissement institutionnel, les personnes qui s'occupent des personnes dépendantes définies par le paragraphe huit de la loi n°108/2006 du journal officiel¹² et les personnes qui n'ont pas de ressources atteignant le revenu minimum d'insertion. Ensuite, dans le cas de l'entreprise sociale environnementale, les catégories possibles à employer correspondent aux suivantes : les personnes qui s'occupent d'enfants qui n'ont pas atteint l'âge de dix ans et les personnes correspondant à un âge entre 55 et 64 ans. (MINISTERSTVO PRÁCE

¹¹ Aussi connu sous l'acronyme ONG.

¹² La loi mentionnée est disponible sur : <https://www.zakonyprolidi.cz/cs/2006-108#cast2>.

A SOCIÁLNÍCH VĚCÍCH, 2017, pp. 10–11) L'appel a fini le 28 juin 2019 avec une somme totale demandée par les agents qui s'élevait jusqu'au montant de 1561,242 millions CZK. (HOFFMANOVÁ, 2017) D'après cette grande différence de l'argent demandé et de l'allocation disponible, il est visible qu'en République tchèque, il y a de l'intérêt pour l'entrepreneuriat social car la demande a largement dépassé l'offre.

III.2.2 L'appel à projets n°90

L'appel à projets n°90 *L'entrepreneuriat social pour les localités socialement exclues* a été déclaré par le Ministère pour le développement local en République tchèque en coopération avec ASZ ČR¹³ le 31 juillet 2019 avec une mission spécifique : La fondation de nouvelles entreprises et le développement des activités économiques déjà existantes dans le domaine de l'entrepreneuriat social. Une allocation totale de 60 millions CZK venant du *Fonds européen de développement régional* a pu contribuer à la création d'une nouvelle entreprise sociale, à l'élargissement de l'entreprise, à la fondation ou à l'élargissement de l'activité de l'auto-entrepreneur. Seuls les types suivants de personnes morales pouvaient répondre à cet appel avec un projet : les auto-entrepreneurs d'après la loi n°155/1995 du journal officiel, les corporations commerciales définies dans la loi n°90/2012 du journal officiel, les ONG, l'Eglise et les organisations de l'Eglise. Les dépenses pour un projet soumis devaient correspondre à une somme se situant entre 400 mille CZK et 4,9 millions CZK. Une restriction importante de cet appel est une réservation aux projets venant du territoire qui a accepté une stratégie de *l'Approche coordonnée de localités socialement exclues*¹⁴. (MINISTERSTVO PRO MÍSTNÍ ROZVOJ ČR, 2020) Cette stratégie sert aux communes comme un support pour intégrer ses habitants socialement exclus (MINISTERSTVO PRO MÍSTNÍ ROZVOJ ČR, 2019a, p. 8) appartenant aux catégories suivantes : les premières trois catégories mentionnées dans l'appel au offre n°129¹⁵, les personnes qui viennent d'accomplir une peine de prison il y a moins d'un an, les personnes qui subissent une peine privative de liberté sous forme de la détention à domicile, les personnes qui viennent de sortir d'un centre éducatif fermé il y a moins d'un an et les personnes qui ont reçu l'asile et elles sont simultanément les demandeurs d'emploi enregistrés

¹³ Agence d'intégration sociale de la République tchèque – la traduction de l'auteure.

¹⁴ Le nom original : *Koordinovaný přístup k sociálně vyloučeným lokalitám*.

¹⁵ Il s'agit donc des demandeurs d'emploi enregistrés au Pôle Emploi pendant une période dont la durée dépasse douze mois, les demandeurs d'emploi enregistrés répétitivement au Pôle Emploi qui ont du mal à maintenir leur poste au travail et dont la durée d'enregistrement dépasse douze mois dans une période de deux ans, les personnes en situation de handicap suivant le paragraphe 67 de la loi n°435/2004 du journal officiel.

au Pôle Emploi. (MINISTERSTVO PRO MÍSTNÍ ROZVOJ ČR, 2019b, p. 4) Ceci est donc actuel pour quatre territoires dans la région d'Olomouc : la microrégion Rozvodí, Moravský Beroun, Konice et Jesenicko. (MINISTERSTVO PRO MÍSTNÍ ROZVOJ ČR, 2020)

III.2.3 L'appel à projet n°03_16_047

Le service de la gestion du programme d'exploitation de l'emploi a déclaré l'appel à projet n°03_16_047 *L'entrepreneuriat social II*. le 29 avril 2016 et cela se poursuit jusqu'au 30 juin 2020. Il est ouvert aux groupes d'action locale pour contribuer à l'intégration sociale et la lutte contre la pauvreté et pour soutenir plusieurs types de projet, y compris les projets qui visent à la création des entreprises sociales d'insertion ou environnementale. L'allocation financière dépend du groupe d'action locale et de son plan stratégique. (ŘÍDÍCÍ ORGÁN OPERAČNÍHO PROGRAMU ZAMĚSTNANOST, 2016) En ce qui concerne les groupes d'action locale de la région d'Olomouc, plusieurs d'entre elles ont ouvert cet appel à leur territoire : *MAS Horní Pomoraví*, *MAS Hranicko*, *MAS Moravská Brána*, *MAS Jesenicko*, *MAS Šternbersko*, *MAS Mohelnicko*, et *MAS Partnerství Moštěnka*. (MINISTERSTVO PRÁCE A SOCIÁLNÍCH VĚCÍ ČR, 2020b)

III.3 Le support financier des agents privés

III.3.1 Le programme *Start !t social* de ČSOB

Depuis 2013, la banque ČSOB met en disposition le programme *Start !t social*¹⁶ chaque année. C'est un programme organisé pour le développement et la professionnalisation des entreprises sociales. (PRUCHOVÁ, 2019) Ces dernières peuvent gagner une somme d'argent pour leur développement et les consultations avec des experts dans plusieurs domaines. (ČSOB, 2020) Les gagnants peuvent consulter des questions concernant la problématique des subventions de l'Union européenne, le droit, les investisseurs ou la clientèle corporative. (PRUCHOVÁ, 2019) Jusqu'à aujourd'hui, la banque en coopération avec l'organisation *P3 – People, Planet, Profit* a soutenu 38 entreprises sociales avec une somme totale de 6,8 millions CZK. (ČSOB, 2020) En ce qui concerne les entreprises sociales situées dans la région d'Olomouc, la banque ČSOB a soutenu les trois projets suivants : en 2014 c'était *Centrum rehabilitačních služeb, člen skupiny Jitro s.r.o.* qui a utilisé la bourse de 40 mille CZK pour l'éducation de ses physiothérapeutes et a profité des consultations concernant la gestion financière et la stratégie commerciale. (ČSOB,

¹⁶ Avant il était connu sous le nom *Stabilizace sociálních podniků*.

2014, p. 1) En 2017, *Přirozenou cestou s.r.o.* a utilisé l'argent gagné pour la reconstruction du lieu de travail pour l'adapter au personnel handicapé qui doit se déplacer en chaise roulante. (ČSOB, 2017, p. 2) En 2019, le programme a été gagné de nouveau par la société à responsabilité limitée *Přirozenou cestou s.r.o.*, qui a investi la subvention en achat d'une nouvelle voiture adaptée pour le transport des biens et même les personnes handicapées. (ČSOB, 2019, p. 2) Les critères pour les demandeurs sont publiés chaque année pendant la période où le programme accepte les demandes. Après les critères ne sont plus en disposition. Donc ceci n'est pas possible à comparer.

III.3.2 Le crédit de ČESKÁ SPOŘITELNA à taux d'intérêt bas

La banque *ČESKÁ SPOŘITELNA a.s.* aide les entreprises sociales à devenir plus indépendantes des subventions de l'Union européenne par son programme de service bancaire social. L'entreprise peut demander un crédit d'exploitation ou un crédit d'investissement d'un montant s'élevant jusqu'à 12,5 millions CZK avec un taux d'intérêt de 0,15%. Ce crédit est couvert par le *Fonds européen d'investissement*. Ce service est destiné aux entreprises sociales qui satisfont les critères suivants : l'organisation satisfait toute la définition de l'Union européenne de l'entreprise sociale ; le lieu de la création et de l'exécution est sur le territoire de la République tchèque ; le chiffre d'affaire ou le bilan annuel ne dépasse pas 30 millions d'euros ; plus que 30 % de profit n'est pas divisé entre les actionnaires, les membres ou les propriétaires ; l'impact social est défini et mesurable. (ČESKÁ SPOŘITELNA, 2020a)

III.4 Le support non-financier

III.4.1 L'association TESSEA

Il existe plusieurs formes de support pour les entreprises sociales dans ce pays. Un de ces moyens représente l'organisation *TESSEA ČR*, association légalement constituée. Il s'agit d'une organisation à but non lucratif et non étatique qui a pour objectif de contribuer au développement de l'entrepreneuriat social en République tchèque. Son activité est étroitement liée aux activités des régions particulières. Son rôle est de gérer les entreprises sociales tchèques inscrites dans cette association et de les connecter entre elles. Elle soutient leurs intérêts et les représente extérieurement. Elle transmet les informations actuelles de l'entrepreneuriat social à tous les intéressés dans ce pays mais aussi dans le monde entier. (TESSEA, 2020b) On peut déjà trouver son origine dans le travail de l'activité de groupe d'experts *NESEA* et *Národní tematické*

*sítě pro sociální ekonomiku*¹⁷ qui ont été les acteurs dans le projet *EQUAL*¹⁸. *TESSEA* a été fondé en 2009 (MALÁ, 2017) en relation avec le projet *Tématická síť pro rozvoj sociální ekonomiky*¹⁹ soutenu par le *Fonds social européen* et le budget national. Son but était de créer une plateforme informelle pour les entrepreneurs, les organisations à but non lucratif et privées, les universités et d'autres institutions. Tous les acteurs étaient concernés par l'objectif d'approcher l'idée de l'économie sociale et l'entrepreneuriat social au public, et de soutenir la création et l'infrastructure pour leurs développements. (SYROVÁTKOVÁ, 2010) Son activité a été élargie par l'association légalement constituée *TESSEA ČR*, qui s'occupe des entreprises sociales dans le pays et relie tous ceux qui sont intéressés par le sujet de l'économie sociale. (MALÁ, 2017) En outre, elle soutient les intérêts des entreprises sociales qui sont en accord avec les statuts de l'association et s'occupe de la promotion de sujet de l'entrepreneuriat social. La gestion de la base des données uniques des entreprises sociales dans la République tchèque appartient aussi dans sa liste de responsabilité ainsi que l'organisation des activités éducatives et des événements sociaux (des conférences, etc.) qui est l'occasion pour faire rencontrer les entreprises sociales et les gens intéressés par ce sujet, etc. (TESSEA, 2020b) Un des plusieurs projets réalisés est aussi *TESSEA v novém*²⁰ qui a pris comme objectif d'élargir sa capacité et de soutenir ses membres de type non lucratif pour leur aider à intégrer socialement les personnes défavorisées par ce type d'entrepreneuriat. Les activités particulières servent d'intermédiaire pour la création et la professionnalisation de l'entrepreneuriat social, y compris la création des connexions mutuelles des membres des ONG. (TESSEA, 2020c) Les membres ayant le statut des entreprises de type non lucratif ont pu profiter gratuitement des services de consultation concernant la création de projet, des stratégies commerciales et des stratégies de marketing, la gestion de finance, la communication avec les clients, les ressources humaines dans les entreprises sociales etc. (TESSEA, 2020d)

III.4.2 La région d'Olomouc²¹

En ce qui concerne l'entrepreneuriat, l'organisation des services de la région d'Olomouc joue un rôle plutôt informatif. Comme sa capacité de financer des projets est limitée

¹⁷ *Le réseau thématique national pour l'économie sociale* - la traduction de l'auteur.

¹⁸ Plus d'informations concernant le projet est disponible sur :

https://ec.europa.eu/employment_social/equal_consolidated/about.html.

¹⁹ *Le réseau thématique pour le développement de l'économie sociale* – la traduction de l'auteur.

²⁰ *TESSEA en nouvelle forme* – la traduction de l'auteur.

²¹ La traduction de l'auteur. Il s'agit de l'institution avec le nom original *Olomoucký kraj*.

par la législation de l'Union Européenne, le rôle de cette institution est de leur présenter les possibilités actuelles de financement et de subventions disponibles, d'aider les entrepreneurs à s'orienter, de leur donner des conseils et de leur transmettre les contacts utiles. (OLOMOUCKÝ KRAJ, 2020) Depuis 2011, *La Région d'Olomouc* soutient le concept de l'entrepreneuriat social et organise régulièrement un séminaire pour consulter les moyens de succès dans le milieu concurrentiel en prenant en considération le fait d'employer des personnes en situation de handicap. (OLOMOUCKÝ KRAJ, 2015a) De plus, en coopération avec *AVPO ČR*²² et *Caritas-VOŠ Olomouc*²³, *La Région d'Olomouc* a organisé un séminaire dédié à l'entrepreneuriat social. Trente organisations à but non lucratif ont eu la possibilité d'absorber l'inspiration des expériences et de points de vue des deux partenaires. (OLOMOUCKÝ KRAJ, 2015b) Un séminaire de consultation a été organisé aussi en coopération avec l'organisation *P3 – People, Planet, Profit* qui s'occupait de processus de la création de l'entreprise sociale, de la création de plan entrepreneurial et de savoir comment s'adapter aux fonds structurels à venir. Ce séminaire servait surtout aux personnes ayant déjà une idée entrepreneuriale. (OLOMOUCKÝ KRAJ, 2016) Chaque année, *La Région d'Olomouc* décerne le prix du responsable de la région d'Olomouc pour le travail au bénéfice des personnes en situation de handicap. Ce prix est un outil pour la stratégie de la région qui vise à équilibrer les opportunités des personnes défavorisées par leur état de santé. Il appartient à celui qui aide à cet équilibre avec son activité régulière et à long terme. En 2013, le prix a été donnée à Jan Příborský, le directeur de l'entreprise sociale *ERGONES*, dans laquelle il aide les personnes handicapées et communique avec leurs employeurs potentiels. (OLOMOUCKÝ KRAJ, 2013) C'était pour la première fois, que le directeur de l'entreprise sociale de la région a obtenu ce prix. Pourtant, il n'est pas atteignable pour toutes les entreprises sociales.

III.4.4 L'académie de la banque sociale²⁴

La banque *ČESKÁ SPOŘITELNA a.s.* aide les entreprises sociales et les ONG avec une assistance spéciale. À part des crédits à taux d'intérêt bas, elle propose un service de conseil ou des instructions professionnelles. Cette attitude sert au développement, à la professionnalisation et même l'indépendance des entreprises. Premièrement, en ce qui concerne le service de conseil, le consultant spécialisé essaye de comprendre la situation de l'organisation et de comprendre

²² *Association des organisations au bénéfice de public de République Tchèque* – la traduction de l'auteure.

²³ *Université sociale Caritas à Olomouc* – la traduction de l'auteure.

²⁴ Le nom original : *Akademie sociálního bankovníctví*.

ses besoins et ses exigences. Il peut l'aider à trouver une solution aux problèmes concernant le fundraising, les relations publiques, le marketing ou la création de projets entrepreneuriaux. Deuxièmement, les rencontres régulières organisées en coopération avec les experts assurent le développement au domaine demandé par les ONG. De plus, ce programme sert d'intermédiaire pour les coachs externes qui peuvent aider les entrepreneurs avec le développement personnel et finance 60 % des coûts liés aux consultations. (ČESKÁ SPORĚTELNA, 2020b)

III.5 L'adaptation nécessaire des entreprises sociales

Pour conclure, chaque institution qui propose un soutien caractérise son groupe cible par des critères divers à satisfaire. En ce qui concerne les supports financiers, il peut être difficile pour les entreprises sociales de profiter de plusieurs options. Comme les critères demandés sont en grande partie différents (par exemple, un certain support demande l'emploi des personnes défavorisées venant d'une catégorie spécifique tandis que cette dernière n'a pas acceptée l'autre offre), il semble que les entreprises sociales doivent choisir une option et s'adapter au maximum pour l'atteindre.

IV La recherche des entreprises sociales

Dans la région d'Olomouc, il existe actuellement 21 entreprises ayant le statut social. Chacune est orientée vers sa propre vision et mission mais elles ont en commun l'objectif d'aider les personnes défavorisées habitant dans la région ayant du mal à trouver le travail en général et aussi d'aider à développer la région elle-même.

IV.1 Le taux de chômage dans la région d'Olomouc

En 2018, la région d'Olomouc a été classée à la quatrième place dans la République tchèque avec un taux de chômage élevé. Son taux de chômage correspondait à 2,6 %. La région se situait à la sixième place avec un taux élevé de 24,1 % classée d'après la part des candidats pour l'emploi qui ne sont pas capables de trouver un travail et qui sont enregistré au Pôle Emploi pendant une période dont la durée dépasse un an. (ČESKÝ STATISTICKÝ ÚRAD, 2020) Il y a donc une opportunité pour les entreprises sociales de contribuer à l'amélioration de la situation sociale dans la région.

IV.2 La liste des entreprises sociales

Il est possible de trouver les entreprises sociales dans le registre disponible sur le site www.ceske-socialni-podnikani.cz qui est géré par le Ministère de l'Emploi et du Travail de la République tchèque. Les organisations nommées ont été vérifiées par une recherche de cette institution en 2019. Cependant, il existe d'autres établissements qui se trouvent dans la région d'Olomouc appliquant les principes de l'entrepreneuriat social dans leurs activités et n'étant pas classés dans ce répertoire. Voici donc une liste actuelle complétée par la recherche de l'auteure :

Tableau n°1: La liste des entreprises sociales de la région d'Olomouc

N°	Le nom de l'entreprise	L'activité économique
1	<i>BEC družstvo - Business and Employment Co-operative</i>	L'implémentation de la méthodologie BEC
2	<i>BILL s.r.o</i>	Le modelage du plastique
3	<i>Centrum rehabilitačních služeb, člen skupiny JITRO s. r. o.</i>	Les services de rééducation surtout pour les gens handicapés

4	<i>Chráněná dílna Palonín</i>	La fabrication des bougies
5	<i>Edukol - vzdělávací a poradenské sdružení s.r.o</i>	Le service de conseil pour les entrepreneurs novices
6	<i>GRANITES, s.r.o.</i>	Le traitement et la vente des roches naturels
7	<i>Interwork Service s.r.o.</i>	Le service des prêts
8	<i>Klaunika, spol. s.r.o</i>	L'hôtellerie et le théâtre
9	<i>KOVIN – družstvo invalidů</i>	La production industrielle, le montage, le transport
10	<i>Loop-store</i>	La production des produits à base de disques vinyles
11	<i>Naše Café / Sociální družstvo Stabilita Olomouc</i>	Le café avec sa propre brûlerie
12	<i>OZS sociální podnik, s.r.o</i>	L'organisation des activités locales,
13	<i>Pro dotyk, z. s.</i>	La zoothérapie, l'hiporéhabilitation
14	<i>Přirozenou cestou s.r.o</i>	Le service orienté vers la santé et le bien-être
15	<i>REPARTO Zábřeh, s.r.o</i>	Le complément de la papeterie, la production industrielle
16	<i>Senza družstvo, chráněná dílna</i>	L'intégration des gens handicapés dans la société
17	<i>Sociální firma Ergones</i>	Le service de conseil, l'enseignement des langues étrangères, le transport des personnes handicapées, ...
18	<i>Spolek Trend vozíčkářů Olomouc</i>	La numérisation des documents et les bureaux virtuels
19	<i>VIDA - sociální služby, s.r.o</i>	La vente des produits alimentaires
20	<i>VS Rychleby s.r.o.</i>	Le ramassage et le traitement des fruits et des herbes
21	<i>Zahrada 2000</i>	L'atelier de couture et de tissage

Source : *ČESKÉ SOCIÁLNÍ PODNIKÁNÍ, 2020; liste complétée par la recherche de l'auteure sur Internet*

IV.3 Le questionnaire

Pour analyser la question de la recherche qui vise à découvrir comment les entreprises choisies travaillent avec les principes de l'entrepreneuriat social, ce qu'elles font pour leur accomplissement, et aussi à découvrir jusqu'à quel point les principes théorétiques sont-ils satisfaits dans la réalité, l'auteure a choisi la méthode de l'enquête par questionnaire. La raison pour laquelle cette forme a été choisie est la disponibilité et l'opportunité d'approcher toutes les entreprises sociales de la région. Le questionnaire a été créé sur la base de la définition formulée par *TESSEA*, citée dans le chapitre *II.1.2 La définition de l'entreprise sociale d'insertion*. Ce type d'entreprise a été choisi parce qu'il est très étendu. La différence essentielle entre ce dernier et l'entreprise sociale en général consiste dans le principe social. Il s'agit donc de l'emploi des personnes défavorisées. D'autres principes ne contiennent pas une différence si radicale.

Cette recherche a été destinée à toutes les entreprises sociales de la région mentionnées dans le tableau précédent sans faire de différences entre elles. L'auteure les a approchées par la communication électronique ainsi que par l'appel téléphonique. Malgré cette approche, seulement sept entreprises ont contribué à la recherche et ont répondu à toutes les questions. Ceci correspond donc à 30 % d'entreprises approchées. L'assemblage de ces informations a été fait dans la période de l'état d'urgence décrété le 12 mars 2020 à cause de la menace du coronavirus qui a affecté la République tchèque. Ce fait a pu influencer la communication des entreprises et ainsi le retour des réponses. L'analyse suivante a été faite sur la base de ces réponses.

Les questions choisies pour le questionnaire visent à découvrir la situation actuelle de l'établissement au terme de la gestion des ressources humaines ainsi que la situation économique, la gestion financière, l'attitude envers l'environnement et l'importance des principes exprimée par les entreprises approchées. On a utilisé des formes différentes de questions : les questions ouvertes, fermées ainsi que les questions à choix multiples. Les réponses permettent de découvrir le comportement concret ainsi que l'attitude des entreprises envers ces aspects. De plus, elles permettent d'analyser le taux de satisfaction des principes particuliers.

IV.3.1 La structure

Le questionnaire contient 35 questions qui sont divisées en cinq parties différentes :

1. *Les questions pour commencer* servent à identifier l'entreprise sociale, à découvrir si le sondé profite d'un réseau pour communiquer avec d'autres établissements.

2. *Les questions concernant le principe social* permettent de voir quelle est la situation dans la gestion de ressources humaines, combien d'employés travaillent dedans et qu'est-ce que l'entreprise pratique pour accomplir les critères demandés.
3. *Les questions concernant le principe économique* sont posées pour découvrir si l'organisation est capable de réinvestir dans son entrepreneuriat, quelles sont ses ressources financières et quelles méthodes de gestion des finances elle utilise.
4. *Les questions concernant le principe écologique et local* dénoncent si le sondé est conscient de sa situation locale et quelles sont les actions qu'il prend pour réduire les problèmes locaux.
5. *Les questions générales* ont pour objectif de voir si l'entrepreneur est conscient de tous ces principes et de découvrir sa motivation de départ pour la fondation d'une telle entreprise.

IV.3.2 L'analyse

L'analyse des réponses obtenues sert à découvrir les tendances de comportement des entreprises sociales pour accomplir les critères. Qu'est-ce que les entreprises font pour atteindre ces objectifs ?

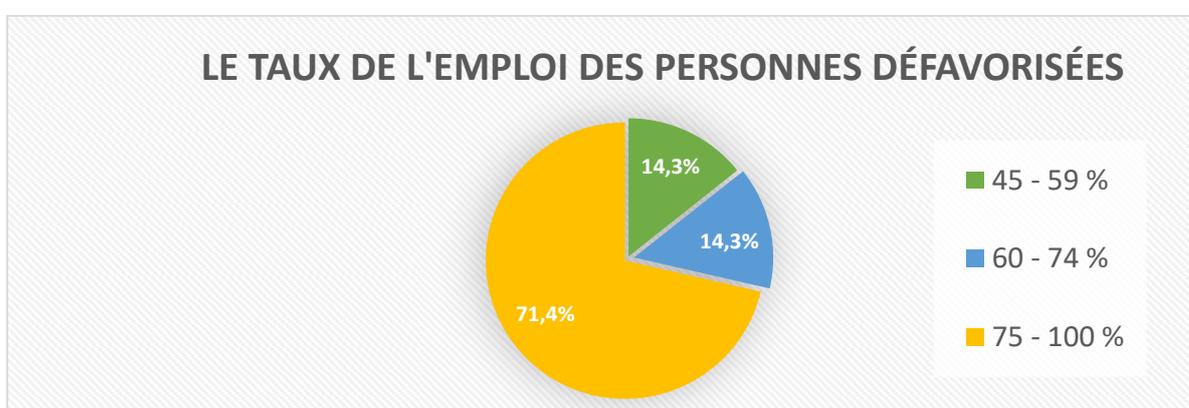
Pour commencer, il est indispensable de mentionner que toutes les entreprises ont déclaré l'objectif profitable au public dans les documents de la fondation qui correspond à l'emploi et l'intégration des personnes défavorisées sur le marché du travail. En conséquence, il ne s'agit que des entreprises sociales d'insertion.

L'étude de l'aspect social

Premièrement, les entreprises sociales sont différentes en ce qui concerne l'effectif. Par rapport à ce dernier, il est possible de diviser les organisations en deux catégories : les microentreprises qui emploient moins de dix personnes au total et les petites entreprises qui ne donnent le travail au maximum qu'à 50 personnes. (LA COMMISSION EUROPÉENNE, 2003) D'après cette classification, trois organisations appartiennent aux microentreprises et le reste aux petites. Comme il s'agit de l'entreprise sociale d'insertion, d'après les critères du principe social, les personnes défavorisées doivent correspondre au minimum à 30 % de tous les employés. Ce critère est largement dépassé dans tous les établissements concernés : la grande majorité (71,4 %) en emploient plus que trois quarts. Les sondés ont pu choisir une de réponses proposées contenant une échelle de pourcentage. Ce résultat est observable sur la *Figure n°1*.

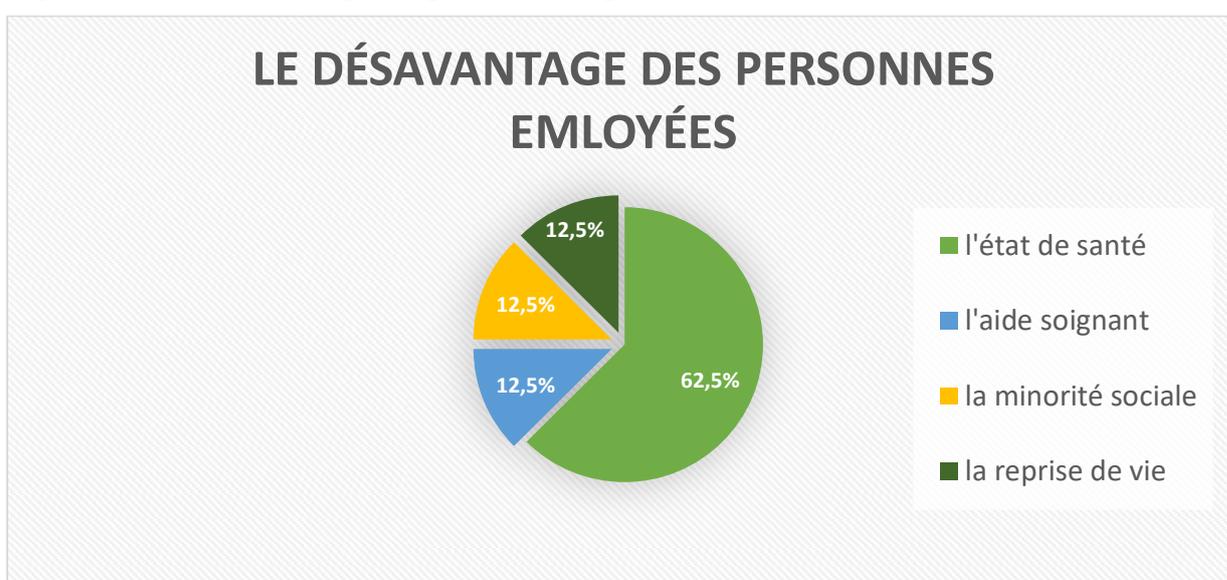
Leur désavantage est, d'après le témoignage des entreprises, que dans 62,5 % des cas causé par leur état de santé, et que dans 12,5 % des cas, il s'agit de personnes qui s'occupent de quelqu'un, 12,5 % appartient à la minorité sociale et 12,5 % correspond aux personnes qui essayent de recommencer leur vie. Ceci est visible sur la *Figure n°2*. De plus, toutes les entreprises s'adaptent aux besoins spécifiques de leurs employés et fournissent un support pour les aider à pouvoir accomplir leur contenu de travail. Le premier indicateur est donc officiellement satisfait.

Figure n°1: Le taux de l'emploi des personnes défavorisées



Source : Les réponses du questionnaire

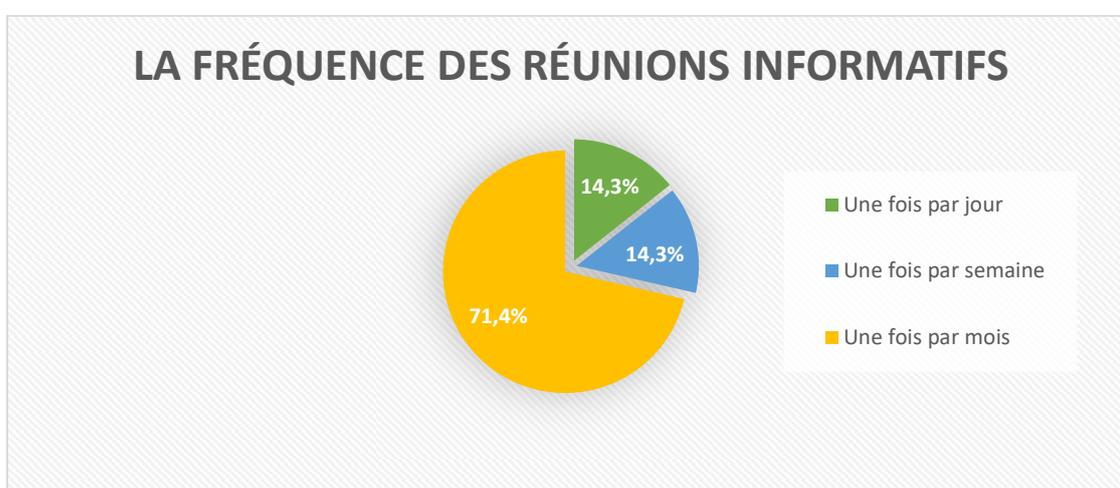
Figure n°2 : Le désavantage des personnes employées



Source : Les réponses du questionnaire

Deuxièmement, les employés et les membres sont informés de l'activité, du résultat économique ou l'accomplissement de l'objectif général régulièrement. Dans la plupart des cas, la présentation de ces informations se déroule une fois par mois dans la forme d'une réunion. Le reste indique une fois par jour ou par semaine. Les entreprises ont pu choisir une réponse à une question à choix multiples. Cette tendance est représentée sur la *Figure n°3*. De plus, tous les employés ont la possibilité de participer à l'orientation future de l'entreprise dans chacune des entreprises examinées. Ainsi, le deuxième indicateur est-il satisfait.

Figure n°3: La fréquence des réunions informatifs



Source : Les réponses du questionnaire

Troisièmement, toutes les entreprises se concentrent sur le développement de leurs employés. Elles ont mentionné les cours, les formations et les séminaires. Plus concrètement, il s'agit de cours dont le but est d'atteindre une meilleure qualification, il s'agit aussi d'un programme qui aide au développement socio-psychologique. La fréquence de ces formations dépend d'un cas à l'autre mais dans la majorité des cas, elle est adaptée aux besoins de l'employé. Alors le troisième critère est contenté.

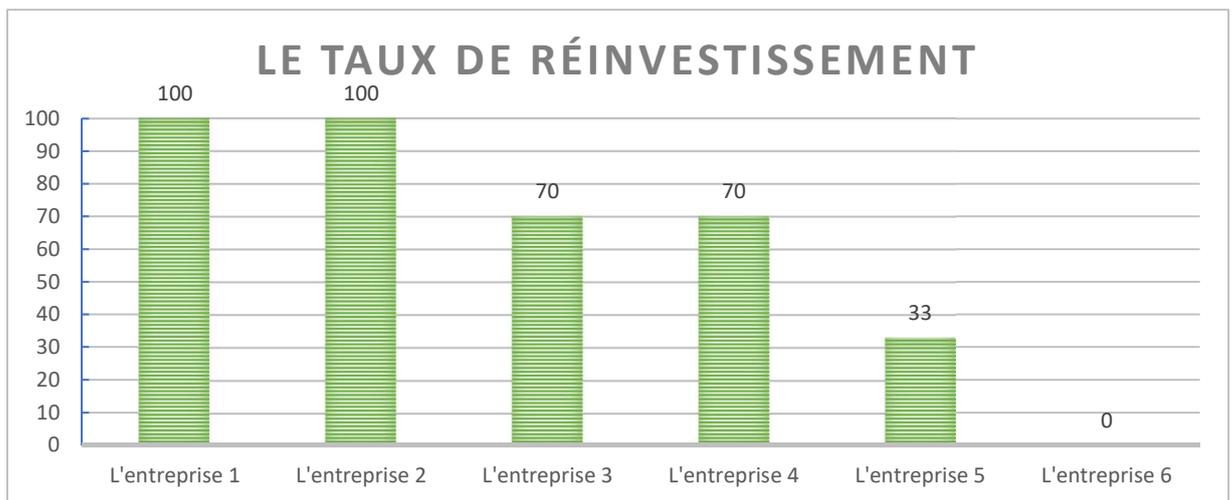
L'analyse de l'aspect économique

Tout d'abord, le réinvestissement du profit dans le développement de l'entreprise a été la priorité pour deux entreprises. La représentation des réponses concernant ce principe se trouve sur la *Figure n°4*. Deux autres organisations ont réinvesti 70 % du profit dans leur entrepreneuriat. Une réponse correspond au taux de 33 % et une autre n'exprime aucun réinvestissement.²⁵

²⁵ Une réponse n'est pas prise en considération pour cause de remplissage incorrect.

Ce dernier cas peut être causé par la situation où l'organisation n'était pas capable de générer un profit avec son activité. Alors dans la majorité de cas, le taux de 51 % du réinvestissement donné par la théorie est atteignable pour les établissements.

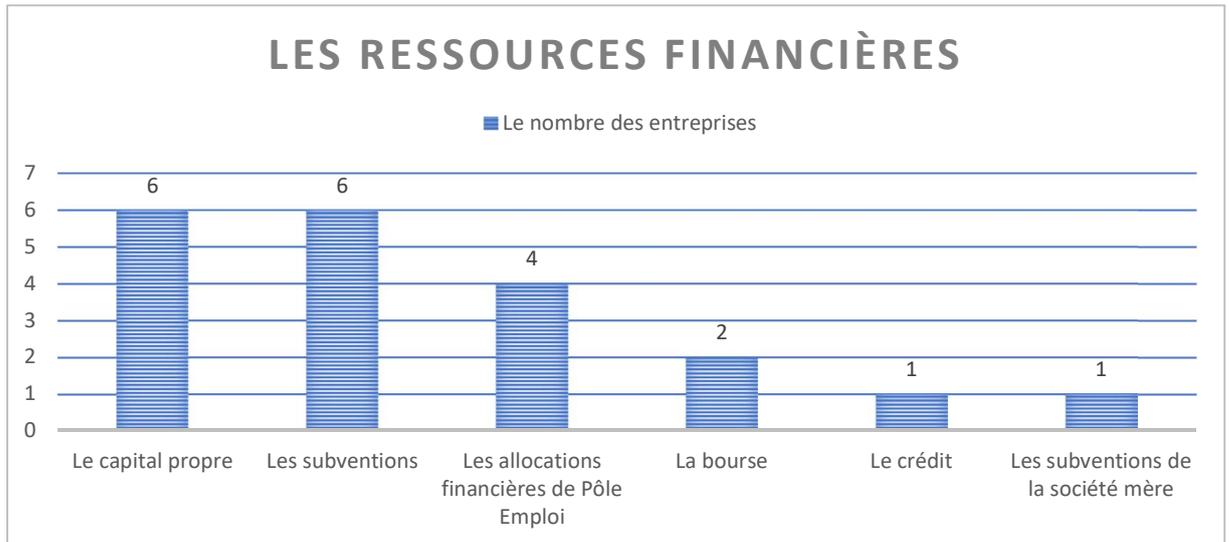
Figure n°4: Le taux de réinvestissement du profit



Source : Les réponses du questionnaire

Ensuite, les entreprises ont pu choisir, parmi les possibilités, des ressources financières utilisées pour couvrir tout le fonctionnement de l'organisation sont les suivantes : le capital propre et les subventions (85,7 % des cas), les allocations financières de Pôle Emploi pour l'emploi des personnes en situation de handicap (57,1 % des cas), la bourse (28,6 % des cas), le crédit et les subventions de la société mère (14,3 %). On observe donc que le soutien des agents mentionné dans le chapitre III. représente une forme de support très importante comme les subventions et le capital propre sont utilisés le plus pour le financement en général. La structure organisationnelle est hiérarchique dans 71,4 % des cas.

Figure n°5 : Les ressources financières



Source : Les réponses du questionnaire

De plus, d'après les critères du principe économique de l'entreprise sociale d'insertion, le revenu généré par la vente des produits ou des services devrait représenter au minimum 30 % du revenu total. Dans ce cas aussi, les entreprises ont pu choisir l'échelle de taux correspondant à leur situation. La majorité des entreprises indique que la vente en représente de 31 jusqu'à 45 %. La méthode la plus populaire de gestion économique est l'évaluation systématique de flux de trésorerie. Elle est utilisée dans six cas. Presque la moitié des entités utilise l'analyse FFOM²⁶. L'une d'elles utilise aussi le plan de crise. Cette tendance est représentée sur la *Figure n°6*. Alors, le minimum de 30 % semble être atteignable pour les entreprises et elles ont les outils pour se tenir conscientes des risques économiques possibles.

²⁶ La méthode d'analyse est connue aussi sous l'acronyme anglais SWOT.

Figure n°6 : Les méthodes de la gestion économique



Source : Les réponses du questionnaire

Finalement, une seule entreprise a indiqué dans ses documents de fondation le transfert du solde de liquidation au bénéficiaire d'une autre entreprise sociale ou d'une organisation profitable au public.

Les points généraux

En général, la connexion entre les entreprises sociales est naturelle pour 71,4 % des sondés. 60% des entreprises restent en contact grâce au réseau *TESSEA*, ensuite, 40 % des organisations déclarent que c'est grâce aux groupes d'action locale, 20 % d'eux relient ce fait à la *Région d'Olomouc* de même qu'au réseau *České sociální podnikání*²⁷. Tous les sondés ont connu le principe de l'entreprise sociale avec tous ses aspects.

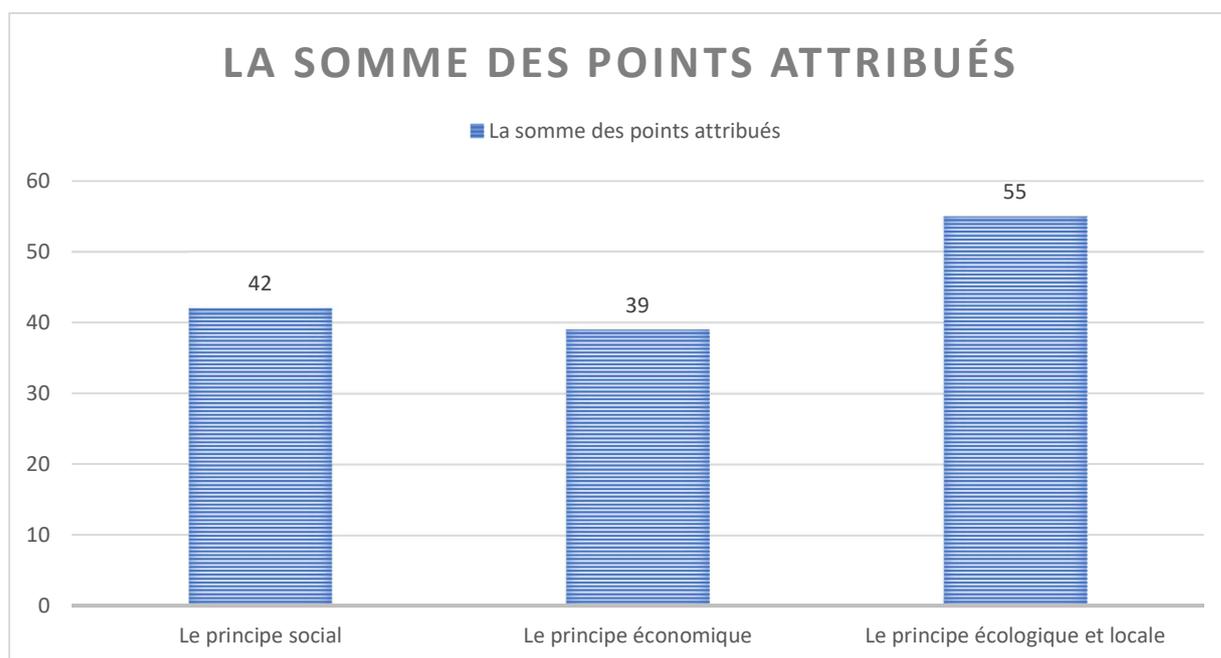
Ensuite, la motivation pour fonder une telle entreprise est pour chacun des sondés différente. Pour deux parmi tous, c'était l'appel d'offre du Ministère du Travail et de l'Emploi de la République tchèque. Entre autres, ils ont mentionné le soutien de la région d'origine, la possibilité de financer l'activité économique principale, l'emploi des personnes défavorisées, l'intérêt personnel, la coopération et l'aide pour les gens après l'accomplissement de la thérapie contre la toxicomanie.

Finalement, les entreprises ont été amenées à attribuer les points d'importance de chacun des principes pour leur entrepreneuriat sur une échelle d'un à dix où dix représente

²⁷ L'Entrepreneuriat tchèque social – la traduction de l'auteure.

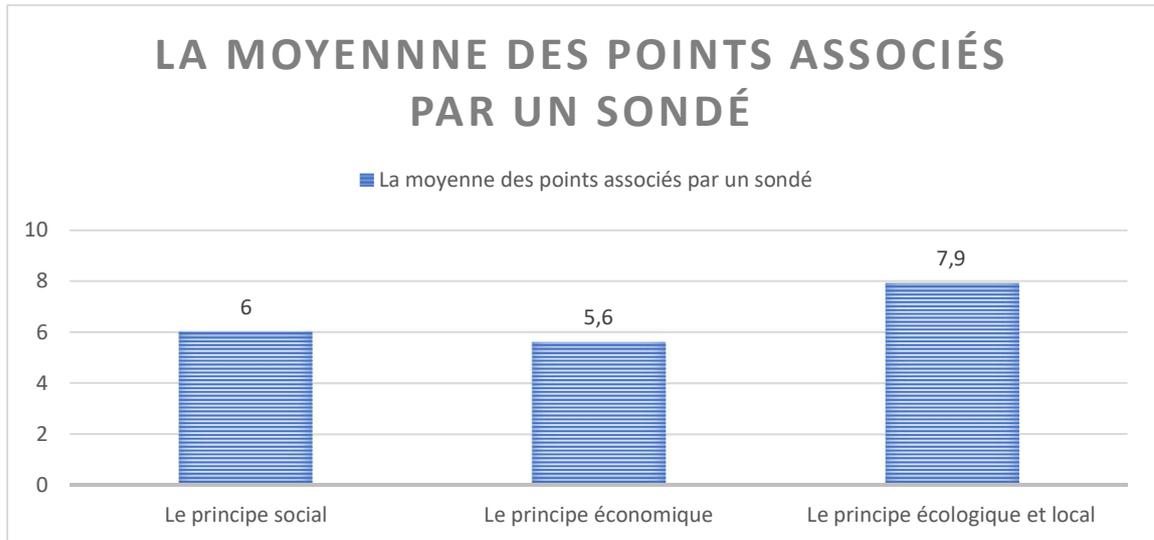
l'importance la plus élevée. D'après la *Figure n°9*, il est possible de conclure que les entreprises donnent une grande importance au principe environnemental et local. La somme totale attribuée à cet aspect est 55 points. Ceci correspond à l'importance de 7,9 points en moyenne. Ensuite, concernant l'aspect social elles ont donné au total 42 points ce qui donne 6 points en général. Finalement, l'aspect économique a été classé comme le moins important avec 39 points ou bien 5,6 points par une entité.

Figure n°7: L'importance attribuée aux principes particuliers par les sondés



Source : Les réponses du questionnaire

Figure n°8: La moyenne des points associés par un sondé



Source : Les réponses du questionnaire

IV.3.3 La satisfaction des principes

Pour découvrir la réponse à la deuxième question de la recherche et alors jusqu'à quel point les entreprises satisfont les critères demandés, il faut aller plus loin. Pour voir si les entreprises sociales satisfont le juste minimum demandé ou si elles font le maximum pour le principe particulier, on a créé un système d'évaluation. Ce dernier attribue des points à quatre ou cinq questions importantes. Les questions choisies et leur importance exprimée par le nombre de points sont indiquées dans les *Tableaux n°2, n°3 et n°4*.²⁸ Chaque type de question permet d'évaluer les réponses d'une manière différente. Les questions ouvertes servent à découvrir une tendance analysée plus haut. Cependant cette analyse ne les prend pas en considération. Les questions fermées sont appropriées à l'évaluation parce que la réponse peut être positive ou négative. Dans le premier cas, la réponse vaut un point, sinon il n'y a pas de points attribués. Le type des questions suivant sont les questions à choix multiples²⁹. Il a été utilisé de deux façons différentes. Soit la question a juste une réponse possible à choisir ce qui est indiqué dans le tableau comme QCM (1), soit la question peut avoir plusieurs réponses ce qui est indiqué par QCM (+). Ce dernier type n'a pas les points associés non plus pour les mêmes raisons que la question ouverte. Chaque question vaut au maximum un point. En cas de QCM, ceci est assuré par la division d'un point par le nombre de réponses possibles. Ainsi, le poids des réponses est en équilibre et chaque

²⁸ Les *Tableaux n°2, n°3 et n°4* contiennent toutes les questions qui ont été posées dans le questionnaire concernant le principe particulier. Ceci sert à compléter le questionnaire situé dans les *Annexes*.

²⁹ Aussi connues sous l'acronyme QCM.

réponse contribue de la même façon au résultat final. Le maximum des points possibles à obtenir par une question est donné par la multiplication de la valeur de la réponse la plus élevée et du nombre de réponses reçues. Le résultat final est calculé à la base de toutes les réponses. Il vise à découvrir la satisfaction des principes particuliers en général et à démontrer donc l'opportunité d'améliorer ces aspects globalement.

Tout d'abord, en ce qui concerne la satisfaction du pilier social, les questions directives choisies sont des questions concernant le taux d'emploi des personnes défavorisées, la définition du groupe cible, la fréquence de passage des informations aux employés et aux membres, la possibilité des employés de contribuer à l'orientation future de l'entreprise et leur formation. Ces questions ont été choisies parce qu'elles démontrent l'attitude de l'organisation envers ses employés, le support pour leur adaptation et leur développement ainsi que la culture de la communication ouverte. La mise à jour des informations et leur passage aux employés représentent une communication régulière. En outre, l'opportunité de l'employé de contribuer à la prise de décision représente une direction démocratique. D'après le *Tableau n°2*, le principe social est satisfait à 82,4 %. La communication et le passage des informations présentent une opportunité d'amélioration.

Tableau n°2: La satisfaction du pilier social

Les questions concernant le principe social							
La question n°	Le sujet traité	Le type de la question	La réponse	L'évaluation de la réponse (les points)	Le maximum (les points)	Les points obtenus	Les points obtenus/ Le maximum
5	Le nombre des employés	Ouvert		0	0	0	-
6	Le taux de l'emploi des personnes défavorisées	QCM (1)	0 - 14 %	1/6	7	6,5	92,9%
			15 - 29 %	2/6			
			30 - 44 %	3/6			
			45 - 59 %	4/6			
			60 - 74 %	5/6			
75 - 100 %	1						
7	Leur désavantage	Ouvert		0	0	0	-
8	La définition du groupe cible	Fermé	Oui	1	7	5	71,4%
			Non	0			
9	La manière de l'adaptation aux besoins spécifiques	Ouvert		0	0	0	-
10	La manière pour informer les employés	QCM (+)	en personne	0	0	0	-
			collectivement				
			par courrier électronique				
11	La fréquence de passage des informations	QCM (1)	une fois par jour	1	7	3,3	47,6%
			une fois par semaine	2/3			
			une fois par mois	1/3			
12	La contribution des employés à l'orientation future	Fermé	Oui	1	7	7	100,0%
			Non	0			
13	La formation des employés	Fermé	Oui	1	7	7	100,0%
			Non	0			
14	La manière de la formation	Ouvert		0	0	0	-
15	La fréquence de la formation	QCM (1)	une fois par semaine	0	0	0	-
			une fois par mois				
			plusieurs fois par mois				
16	L'importance du pilier	QCM (1)	1 - 10	0	0	0	
Au total					35	28,8	82,4%

Source : Les réponses du questionnaire

Ensuite, l'analyse de la satisfaction du pilier économique prend en considération les sujets suivants : le réinvestissement du profit dans l'entrepreneuriat, la structure hiérarchique, la contribution de la vente des produits au revenu total et le transfert du solde. D'après le *Tableau n°3*, ce pilier est satisfait à 53,7 %. Ce résultat est causé par la tendance des entreprises de ne pas indiquer le transfert du solde de liquidation en cas de clôture de l'entrepreneuriat au bénéfice d'une autre entreprise sociale. De plus, le fait que le revenu total ne soit pas assuré juste par la vente des produits influence aussi ce taux de satisfaction.

Tableau n°3: La satisfaction du pilier économique

Les questions concernant le principe économique							
La question n°	Le sujet traité	Le type de la question	La réponse	L'évaluation de la réponse (les points)	Le maximum (les points)	Les points obtenus	Les points obtenus/ Le maximum
17	Le réinvestissement du profit	QCM (1)	0 - 14 %	1/6	6	4,3	72,2%
			15 - 29 %	2/6			
			30 - 44 %	3/6			
			45 - 59 %	4/6			
			60 - 74 %	5/6			
75 - 100 %	1						
18	Les moyens financiers	QCM (+)	Le capital propre	0	0	0	-
			Les subventions				
			Les allocations financières de Pôle Emploi				
			La bourse				
			Le crédit				
Les subventions de la société mère							
19	Le manque de la législation	Ouvert		0	0	0	-
20	La structure hiérarchique	Fermé	Oui	1	7	5	71,4%
			Non	0			
21	La contribution de la vente des biens ou des services au revenu total	QCM (1)	0 - 15%	1/6	7	4,2	59,5%
			16 - 30%	2/6			
			31 - 45 %	3/6			
			46 - 60 %	4/6			
			61 - 75 %	5/6			
76 - 100 %	1						
22	Les méthodes de la gestion économique	QCM (+)	FFOM	0	0	0	-
			Le plan de crise	0			
			Le flux monétaire	0			
23	Le transfert du solde	Fermée	Oui	1	7	1	14,3%
			Non	0			
24	L'importance du pilier	QCM (1)	1 - 10	0	0	0	-
Au total					27	14,5	53,7%

Source : Les réponses du questionnaire

Après tout, pour analyser la satisfaction du dernier principe, les sujets directifs sont les suivants : les besoins de la région, la préférence des fournisseurs locaux, le lieu de domicile de l'employé potentiel et l'environnement pris en considération par le processus de fabrication. Ce principe est satisfait à 81,1 % si l'on se réfère au *Tableau n°4*. Ceci est dû à l'importance accordée au lieu de domicile de l'employé potentiel qui ne joue pas dans tous les cas le rôle directif. De plus, certaines entreprises ne visent pas à satisfaire des besoins de la région.

Tableau n°4: La satisfaction du principe écologique et locale

Le principe écologique et locale							
La question n°	Le sujet traité	Le type de la question	La réponse	L'évaluation de la réponse (les points)	Le maximum (les points)	Les points obtenus	Les points obtenus/ Le maximum
25	Les besoins de la région	Fermée	Oui	1	7	5	71,4%
			Non	0			
26	Les besoins de la région	Ouverte		0	0	0	-
27	La préférence des fournisseurs locaux	Fermée	Oui	1	7	7	100,0%
			Non	0			
28	Le lieu de domicile de l'employé potentiel	QCM (1)	Important et déterminant	1	7	4,5	64,3%
			Important mais pas déterminant	1/2			
			Pas important	0			
29	L'environnement et le processus de la fabrication	QCM (1)	1	1/10	7	6,2	88,6%
			2	2/10			
			3	3/10			
			4	4/10			
			5	5/10			
			6	6/10			
			7	7/10			
			8	8/10			
			9	9/10			
			10	1			
30	L'entreprise et l'écologie	Ouverte		0	0	0	-
31	Les acteurs locaux	QCM (+)	Les acteurs locaux	0	0	0	-
			Pôle Emploi				
			Les universités				
			Les lycées				
			Les groupes de travail thématiques				
			Les ONG				
			Les écoles primaires				
La charité							
32	L'importance du pilier	QCM (1)	1-10	0	0	0	-
Au total					28	22,7	81,1%

Source : Les réponses du questionnaire

Pour conclure, le principe social est le plus satisfait par rapport au reste. Cependant, il n'y a pas de grandes différences entre celui-ci et le principe écologique et local. Lui aussi, il est satisfait pour une grande part. Le principe qui a une grande opportunité d'amélioration est celui contenant les critères économiques.

L'impact écologique et local

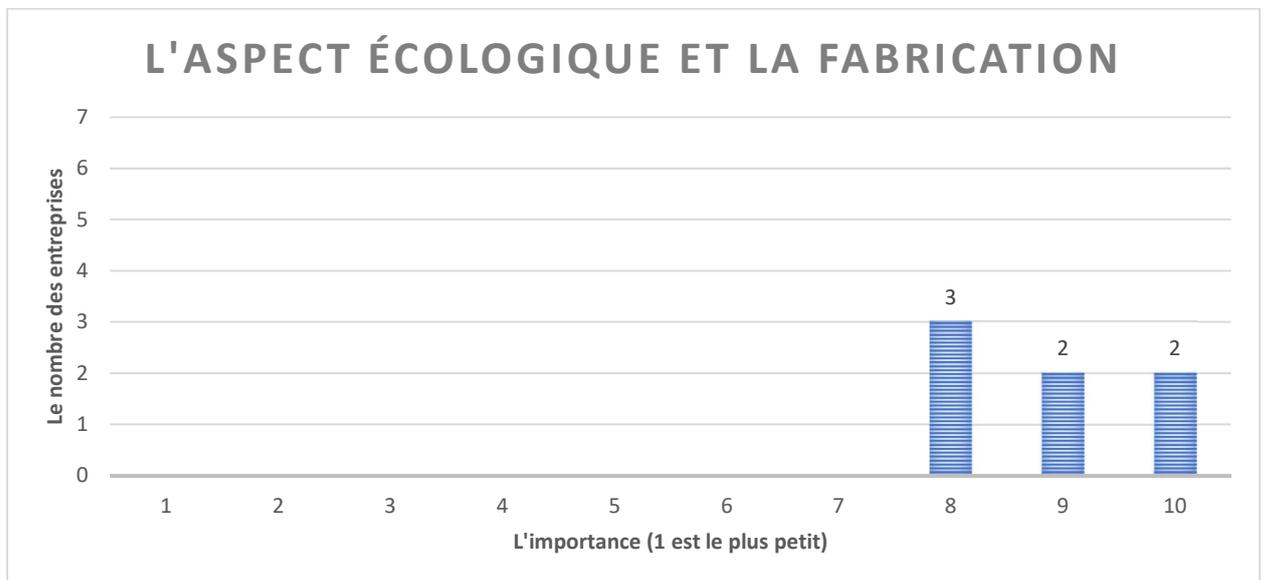
Premièrement, selon les critères du principe environnemental et local de l'entreprise sociale d'insertion, les besoins de la communauté locale ainsi que sa demande devraient être considérés comme une priorité. En effet, 71,4 % des entreprises examinées a déclaré qu'elles sont conscientes et qu'elles prennent en considération les besoins de la région. Les sondés concernés sont capables de les mentionner. D'après le questionnaire, il s'agit des problèmes suivants : l'emploi des personnes défavorisées et leur intégration, l'éducation, la culture, la demande locale, les besoins des entreprises locales concernant les travaux complémentaires.

Deuxièmement, les ressources locales devraient être prioritaires pour l'entreprise sociale selon les indicateurs donnés. Ceci est valable pour 100 % des sondés pour le choix des fournisseurs locaux. En ce qui concerne l'emploi des locaux, juste pour une entreprise, cet aspect n'est pas du tout important. Le reste considère ce fait comme quelque chose de directeur. Pourtant la moitié de ces derniers indique que ce n'est pas l'élément déterminant.

Troisièmement, l'aspect environnemental joue un rôle très important dans le processus de fabrication.³⁰ Sur la *Figure n°7*, il est évident que l'importance attribuée à ce phénomène est élevé en générale. Les organisations pensent à l'environnement et appliquent les éléments suivants : le surcyclage, le triage des déchets, l'éclairage de basse consommation, les procédés pleins d'égards, l'utilisation du gaz naturel comprimé pour les véhicules, l'utilisation la trottinette électrique, l'utilisation des objets possible à composter, l'utilisation des détergents écologiques.

³⁰ Le processus de fabrication est un sujet traité dans la question n°29 du questionnaire. Ceci représente donc juste une partie de l'aspect écologique et local.

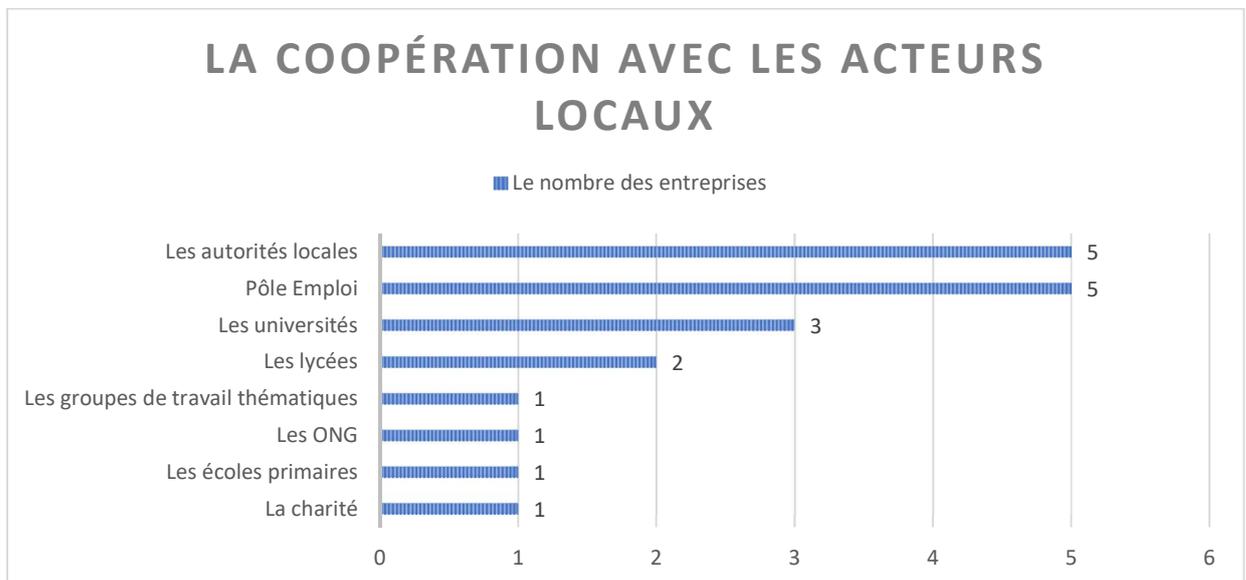
Figure n°9: L'importance attribuée à l'aspect écologique au processus de fabrication



Source : Les réponses du questionnaire

Finalement, l'organisation vise à coopérer avec les acteurs locaux. Selon le questionnaire, voici la coopération avec les acteurs rangés selon la fréquence aussi représentée sur la *Figure n°8* : les autorités locales, Pôle Emploi, les universités, les lycées, les groupes de travail thématiques, les organisations à but non lucratif, les écoles primaires, la charité. Cette coopération sert à accomplir plusieurs objectifs et besoins des sondés. En outre, il s'agit d'informations nécessaires pour la création des emplois pour les personnes qui en ont vraiment besoin, le soutien réciproque comprenant aussi l'échange des expériences et la promotion mutuelle, l'éducation etc.

Figure n°10: La coopération avec les acteurs locaux



Source : Les réponses du questionnaire

IV.3.4 Les résultats

Les entreprises sociales d'insertion sont relativement petites et classées dans la catégorie des petites et des microentreprises. Considérant le fait, que les indicateurs ne sont pas tous obligatoirement à satisfaire, en réalité l'aspect environnemental et local est considéré comme le plus important pour les sondés. Deux autres principes sont relativement égaux à l'échelle de l'importance au regard des entreprises. Selon la deuxième partie de l'analyse qui vise à découvrir le taux de satisfaction des principes particuliers, on arrive au classement des principes un peu différent, cependant, la différence entre les critères dans le domaine social et écologique et local n'est pas si radical. Ces deux principes sont satisfaits d'une manière relativement égale. Le principe économique est le moins contenté dans les deux classements.

En ce qui concerne les tendances dans le comportement des entreprises, le taux des employés de la catégorie défavorisée a largement dépassé le minimum demandé. On observe une tendance à créer de l'emploi pour les personnes en situation de handicap. Après, il est important de souligner le fait que les entreprises tendent à réinvestir dans l'entrepreneuriat plus que les 51 % demandés. Si elles arrivent au point de la génération du profit, elles sont prêtes à réinvestir dans l'entrepreneuriat et dans ses employés. Au regard du principe écologique et local, les organisations cherchent des moyens pour satisfaire la demande de la région, des moyens écologiques pour protéger la nature et l'environnement et des coopérations possibles pour soutenir

la communauté. Malgré le fait qu'il y ait un manque de la législation pour l'entrepreneuriat social, les entreprises ont trouvé le moyen de fonctionner et continuent de fonctionner sous des statuts juridiques différents.

La conclusion

Ce travail a eu pour objectif de découvrir ce que les entreprises choisies font pour accomplir les principes de l'entrepreneuriat social et jusqu'à quel point ces derniers sont-ils satisfaits dans la réalité. Les deux premiers chapitres servaient à introduire le sujet de l'entrepreneuriat social au lecteur et brièvement expliquer son évolution, avec la définition de l'entreprise sociale et la précision de ses types différents. Ces derniers ont des caractéristiques spécifiques et des critères à satisfaire reconnus dans le pays. La liste des possibilités de soutien pour les entreprises sociales complète la partie théorique et donne une idée de formes de support possibles et présents dans la région d'Olomouc. Le dernier chapitre informe sur la situation actuelle du territoire choisi au lecteur. Il révèle surtout l'analyse du questionnaire utilisé.

Le questionnaire a eu pour objectif de découvrir comment les entreprises sociales travaillent avec les principes donnés et jusqu'à quel point les critères théoriques donnés par la définition de l'entreprise sociale d'insertion sont-ils satisfaits. Son analyse a démontré qu'il existe certaines tendances dans le comportement de ces organisations. Même si la théorie définit le minimum nécessaire pour chacun de principes, les établissements le dépassent largement. Ceci est démontré par le taux d'emploi des personnes défavorisées, le réinvestissement du profit dans l'entrepreneuriat-même, la conscience des besoins locaux, la coopération avec plusieurs acteurs locaux, et l'activité économique adaptée pour diminuer l'impact négatif à l'environnement. De plus, les organisations cherchent des moyens pour soutenir le développement professionnel de leurs employés et pour s'adapter au maximum à leurs besoins spécifiques. L'analyse a aussi découvert qu'elles profitent de soutien proposé par des agents publiques ou privés. L'importance associée aux principes particuliers correspond à peu près au classement de leur satisfaction. Ainsi, le principe écologique et local prend la première place selon les sondés. Il est suivi par le principe social et en dernier par le principe économique. En ce qui concerne la satisfaction de ces critères, la première place est prise par le principe social. Sa satisfaction est donnée par l'attitude des organisations qui emploient plus de personnes défavorisées qu'il leur est demandé, ainsi que l'attitude envers une gestion démocratique, ouverte à la participation des employés dans l'orientation future de l'établissement. La deuxième place appartient au principe écologique et local assurée par la préférence des fournisseurs locaux et la relation positive entre l'écologie et le processus de fabrication. Le principe économique est rangé comme le dernier. Ce principe est donc le moins contenté. Sa place dans ces deux classements peut être expliquée par l'attention de l'établissement sur une mission sociale en place de la génération du profit. Cette attention manque

donc dans l'aspect du processus de vente des produits ce qui cause que le profit est moins élevé et donc la vente des biens ou des produits ne contribue pas d'une si grande partie au revenu total. La limite de cette recherche est représentée par le petit nombre des sondés qui ont contribué à l'analyse. Une coopération plus grande de la part des entreprises sociales aurait pu nous amener à découvrir d'autres tendances de comportement. L'analyse a démontré que la pratique correspond à peu près à la théorie. Les principes sont respectés et satisfaits en grande partie. La recherche suivante pourrait anticiper le futur des entreprises sociales sans les supports financiers des agents publiques.

La liste des abréviations utilisées

CZK – Couronne tchèque

FFOM – la méthode de la gestion économique qui analyse les forces, les faiblesses, les opportunités et les menaces du marché

n° - numéro

ONG – Organisation non gouvernementale

RSE – la responsabilité sociale des entreprises

UE – l'Union européenne

QCM – les questions à choix multiples

La liste des figures et des tableaux

Figure n°1: Le taux de l'emploi des personnes défavorisées	34
Figure n°2 : Le désavantage des personnes employées	34
Figure n°3: La fréquence des réunions informatifs	35
Figure n°4: Le taux de réinvestissement du profit.....	36
Figure n°5 : Les ressources financières	37
Figure n°6 : Les méthodes de la gestion économique	38
Figure n°7: L'importance attribuée à l'aspect écologique au processus de fabrication.....	46
Figure n°8: La coopération avec les acteurs locaux	47
Figure n°9: L'importance attribuée aux principes particuliers par les sondé.....	39
Figure n°10: La moyenne des points associés par un sondé.....	40
Tableau n°1: La liste des entreprises sociales de la région d'Olomouc.....	30
Tableau n°2: La satisfaction du pilier social.....	42
Tableau n°3: La satisfaction du pilier économique	43
Tableau n°4: La satisfaction du principe écologique et locale	44

Résumé

Bakalárska práca s názvom Sociálne podnikanie v Olomouckom kraji pojednáva o koncepte sociálneho podnikania, rovnako ako o koncepte sociálneho podniku a jeho možných podôb prijatých v Českej republike. Výzkum sa zameriava predovšetkým na sociálne podniky nachádzajúce sa v Olomouckom kraji a ich spôsob vysporiadávania sa s požiadavkami na prevádzku sociálneho podniku.

Práca sa skladá zo štyroch hlavných kapitol. Prvá kapitola poskytuje náhľad do histórie a vývoja sociálneho podnikania. Druhá kapitola v náväznosti na predchádzajúcu uvádza definíciu sociálneho podniku a jeho možné podoby s podrobným zoznamom vyžadovaných kritérií. V tretej kapitole je možné dočítať sa o možných finančných i nefinančných podobách podpory pre sociálne podniky iniciované verejnými či súkromnými aktérmi.

Výzkumná časť práce je obsiahnutá v štvrtej kapitole. Je cielene zameraná na aktuálnu situáciu Olomouckého kraja spoločne s analýzou oslovených sociálnych podnikov. Analýza bola možná vďaka dotazníkovému šetreniu, ktoré taktiež poskytlo náhľad na dôležitosť jednotlivých pilierov z pohľadu týchto subjektov. Výzkum tiež ukázal, do akej miery sú uvedené princípy naplnené. Cieľom výskumu bolo pochopiť, ako sociálne podniky pracujú s teóriou podloženými princípmi sociálneho podniku a do akej miery sa im tieto kritériá darí naplňať.

Bibliographie

- ASHOKA, 2020c.** *Ashoka fellows hýbou světem.* ashoka-cee.org [En ligne]. Disponible sur : <https://ashoka-cee.org/czech/fellows/>, page consultée le 3 avril 2020.
- ASHOKA, 2020a.** *L'Histoire d'Ashoka.* ashoka.org [En ligne]. Disponible sur : <https://www.ashoka.org/fr-fr/story/lhistoire-dashoka>, page consultée le 25 février 2020.
- ASHOKA, 2020b.** *Podporujeme rozvoj společnosti.* ashoka-cee.org [En ligne]. Disponible sur : <http://ashoka-cee.org/czech/o-nas/>, page consultée le 3 février 2020.
- BRODSKÝ, Zdeněk, KORNFELDOVÁ, Martina, 2020.** *Sociální odpovědnost firem.* [En ligne]. Disponible sur : https://www.researchgate.net/publication/44982247_Socialni_odpovednost_firem, page consultée le 10 mars 2020.
- BROUARD, François. 2007.** *L'entrepreneuriat social, mieux connaitre le concept.* carleton.ca [En ligne]. Disponible sur : <https://ir.library.carleton.ca/pub/13347.1912-6034>, page consultée le 28 décembre 2019.
- ČESKÁ SPOŘITELNA, 2020b.** *Akademie sociálního bankovníctví.* csas.cz [En ligne]. Disponible sur : <https://www.csas.cz/cs/socialni-bankovnictvi/akademie-socialniho-vzdelavani>, page consultée le 8 avril 2020.
- ČESKÁ SPOŘITELNA, 2020a.** *Financování: Podporujeme podnikání se sociálním přesahem.* csas.cz [En ligne]. Disponible sur : <https://www.csas.cz/cs/socialni-bankovnictvi/financovani>, page consultée le 17 mars 2020.
- ČESKÉ SOCIÁLNÍ PODNIKÁNÍ, 2020.** *Adresář sociálních podniků.* ceske-socialni-podnikani.cz [En ligne]. Disponible sur : <https://ceske-socialni-podnikani.cz/adresar-socialnich-podniku/>, page consultée le 28 avril 2020.
- ČESKÉ SOCIÁLNÍ PODNIKÁNÍ, 2019.** *Sociální podnikání: Principy a definice.* ceske-socialni-podnikani.cz [En ligne]. Disponible sur : <https://ceske-socialni-podnikani.cz/socialni-podnikani/principy-a-definice>, page consultée le 3 décembre 2019.

ČESKÝ STATISTICKÝ ÚRAD, 2020. *Sociální oblast - pořadí krajů.* czso.cz [En ligne]. Disponible sur : <https://www.czso.cz/csu/czso/socialni-oblast-poradi-kraju>, page consultée le 20 avril 2020.

ČSOB, 2014. *ČSOB Grantový program Stabilizace sociálních podniků 2014: Seznam podpořených projektů.* csob.cz [En ligne]. Disponible sur : <https://www.csob.cz/portal/documents/10710/527326/stabilizace-socialnich-podniku-2014-vitezove.pdf>, page consultée le 15 mars 2020.

ČSOB, 2017. *ČSOB Grantový program Stabilizace sociálních podniků 2017: Představení vítězných projektů.* csob.cz [En ligne]. Disponible sur : <https://www.csob.cz/portal/documents/10710/527326/stabilizace-socialnich-podniku-2017-vitezove.pdf>, page consultée le 15 mars 2020.

ČSOB, 2019. *ČSOB Grantový program Start it social 2019: Představení vítězných projektů.* csob.cz [En ligne]. Disponible sur : <https://www.csob.cz/portal/documents/10710/527326/csob-start-it-social-2019-podporene-projekty.pdf>, page consultée le 15 mars 2020.

ČSOB, 2020. *ČSOB Grantový program určený sociálním podnikům.* csob.cz [En ligne]. Disponible sur : <https://www.csob.cz/portal/csob/spolecenska-odpovednost/filantropie/granty/csob-grantovy-program-stabilizace-socialnich-podniku>, page consultée le 15 mars 2020.

DEFOURNY, Jacques et NYSSSENS, Marthe, 2011. *Approches européennes et américaines de l'entreprise sociale : une perspective comparative.* [En ligne] Association Recma. Disponible sur : <https://id.erudit.org/iderudit/1020805ar>, page consultée le 3 février 2020. ISSN - 2261-2599.

DEFOURNY, Jacques et NYSSSENS, Marthe, 2013. *L'approche EMES de l'entreprise sociale dans une perspective comparative.* [En ligne] Disponible sur : <http://www.iap-socent.be/sites/default/files/SOCENT%20Pub%202013-01%20new.pdf>, page consultée le 9 avril 2020.

DOHNALOVÁ, Marie, 2012. *Sociální ekonomika, sociální podnikání Podnikání pro každého.* Praha : Wolters Kluwer ČR, 2012. p. 132. ISBN 978-80-7357-269-3.

DOHNALOVÁ, Marie, et al., 2015. *Lidské zdroje v sociálních podnicích.* Praha : Wolters Kluwer, 2015. ISBN - 978-80-7552-060-9.

DORŇÁKOVÁ, Eva et FRANCOVÁ, Petra. 2016. *Společensky odpovědné zadávání veřejných zakázek*. ceske-socialni-podnikani.cz [En ligne]. Disponible sur : https://ceske-socialni-podnikani.cz/images/pdf/P3_Spolecensky_odpovedne_zadavani_VZ.pdf, page consultée le 15 mars 2020.

DRAPERI, Jean-François, 2010. *L'entrepreneuriat social, un mouvement de pensée inscrit dans le capitalisme* [En ligne]. Disponible sur : <https://julienmetifeux.typepad.fr/files/entrepreneuriat-social-et-capitalisme.pdf>, page consultée le 28 décembre 2019

EMES, 2020a. *Jacques Defourny*. emes.net. [En ligne]. Disponible sur : <https://members.emes.net/members/?id=59300803>, page consultée le 8 mars 2020.

EMES, 2020b. *Research network for social enterprise*. emes.net [En ligne]. Disponible sur : <https://emes.net/>, page consultée le 8 mars 2020.

EMES, 2020c. *Research Projects*. emes.net [En ligne]. Disponible sur : <https://emes.net/research-projects/>, page consultée le 9 mars 2020.

EUROPEAN COMMISSION, 2011. *About EQUAL*. ec.europa.eu [En ligne]. Disponible sur : https://ec.europa.eu/employment_social/equal_consolidated/, page consultée le 16 mars 2020.

FONTAN, Jean-Marc, 2011. *Entrepreneuriat social et entrepreneuriat collectif* [En ligne]. Disponible sur : <https://search.ebscohost.com/login.aspx?direct=true&AuthType=ip,url,uid&db=a9h&AN=78302651&lang=cs&site=eds-live&authtype=shib&custid=s7108593>, page consultée le 28 décembre 2019.

HOFFMANOVÁ, Alžběta, 2017. *Podpora sociálního podnikání*. esfcr.cz [En ligne] Disponible sur : <https://www.esfcr.cz/vyzva-129-opz>, page consultée le 4 avril 2020.

KERLIN, Janelle A, 2006. *Social Enterprise in the United States and Europe: Understanding and Learning from the Differences*. <https://search.ebscohost.com/> [En ligne]. le 28 juin 2006. Disponible sur : <https://search.ebscohost.com/login.aspx?direct=true&AuthType=ip,url,uid&db=edsjsr&AN=edsjsr.27928029&lang=cs&site=eds-live&authtype=shib&custid=s7108593.09578765>, page consultée le 23 février 2020.

LA COMMISSION EUROPÉENNE, 2015. *L'initiative pour l'entrepreneuriat social de la Commission européenne.* ec.europa.eu. [En ligne] le 18 décembre 2015.

http://ec.europa.eu/internal_market/publications/docs/sbi-brochure/sbi-brochure-web_fr.pdf, page consultée le 3 avril 2020. Ref. Ares(2015)5946494.

LA COMMISSION EUROPÉENNE, 2020. *Livre vert - Promouvoir un cadre européen pour la responsabilité sociale des entreprises.* eur-lex.europa.eu [En ligne]. Disponible sur : www.eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX:52001DC0366, page consultée le 3 avril 2020.

LA COMMISSION EUROPÉENNE, 2003. *Micro, petites et moyennes entreprises: définition et champ d'application.* eur-lex.europa.eu. [En ligne] le 6 mai 2003. Disponible sur : www.eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=LEGISSUM%3An26026, page consultée le 18 avril 2020.

LAROUSSE, 2019. *Langue française.* larousse.fr. [En ligne]. Disponible sur : <https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/entrepreneuriat/30068>, page consultée le 28 décembre 2019.

LE PARLEMENT EUROPÉEN ET LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE, 2014. *Directive 2014/24/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 sur la passation des marchés publics et abrogeant la directive 2004/18/CE.* eur-lex.europa.eu. [En ligne] le 28 mars 2014. Disponible sur : <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:32014L0024&from=FR>, page consultée le 6 avril 2020.

LE PETIT ROBERT, 2014. *Le Petit Robert : dictionnaire alphabétique et analogique de la langue française.* [éd.] Alain REY, Josette REY-DEBOVE et Paul ROBERT. Paris : Dictionnaire Le Robert-SEJER, 2014. Vol. Nouv. éd. du Petit Robert. 978-2-32100-216-1.

MALÁ, Lenka, 2017. *TESSEA hájí zájmy sociálních podniků.* ceske-socialni-podnikani.cz. [En ligne] le 1^{er} août 2017. Disponible sur : <https://ceske-socialni-podnikani.cz/socialni-podnikani/clanky/2802-tessea-haji-zajmy-socialnich-podniku>, page consultée le 15 mars 2020.

MINISTERSTVO PRÁCE A SOCIÁLNÍCH VĚCÍ ČR, 2020b. *Přehled výzev vyhlášených místními akčními skupinami.* esfcr.cz. [En ligne]. Disponible sur : <https://www.esfcr.cz/vyzvy-mas-opz>, page consultée le 9 avril 2020.

MINISTERSTVO PRÁCE A SOCIÁLNÍCH VĚCÍ ČR, 2020a. *Sada rozpoznávacích znaků pro environmentální sociální podnik.* esfcr.cz. [En ligne] Disponible sur : <https://www.esfcr.cz/documents/21802/6529653/p%C5%99%C3%ADloha+%C4%8D.+3+sada+rozpozn%C3%A1vac%C3%ADch+znak%C5%AF+environment%C3%A1ln%C3%ADho+soci%C3%A1ln%C3%ADho+podniku.pdf/cc50f189-cda9-4f7f-9fad-b5b5f32d8672?t=1497275618333>, page consultée le 18 avril 2020.

MINISTERSTVO PRÁCE A SOCIÁLNÍCH VĚCÍ, 2017. *Výzva k předkládání žádostí o podporu.* esfcr.cz [En ligne] le 30 juin 2017. Disponible sur : <https://www.esfcr.cz/documents/21802/6529653/text+v%C3%BDzvy+%C4%8D.+129.pdf/4961c363-60ac-4925-8c79-aa1d0a5edc66?t=1497275618591>, page consultée le 4 avril 2020.

MINISTERSTVO PRO MÍSTNÍ ROZVOJ ČR, 2019a. *Specifická pravidla pro žadatele a příjemce.* irop.mmr.cz. [En ligne] le 31 juillet 2019. Disponible sur : https://irop.mmr.cz/getmedia/4b8eff70-ccab-42b5-a3b9-f18113e30b97/Specificka-pravidla-90-vyzvy-IROP_verze-1-1.pdf.aspx?ext=.pdf, page consultée le 4 avril 2020.

MINISTERSTVO PRO MÍSTNÍ ROZVOJ ČR, 2020. *Výzva č. 90 Sociální podnikání pro KPSVL.* irop.mmr.cz [En ligne]. Disponible sur : <https://irop.mmr.cz/cs/vyzvy/seznam/vyzva-c-90-socialni-podnikani-pro-kpsvl>, page consultée le 4 avril 2020.

MINISTERSTVO PRO MÍSTNÍ ROZVOJ ČR, 2019b. *Změny v 90. výzvě k předkládání žádostí o podporu z Integrovaného regionálního operačního programu.* irop.mmr.cz. [En ligne] le 16 décembre 2019. Disponible sur : https://irop.mmr.cz/getmedia/3f1554f1-88fe-471b-a981-8eec99f1808a/Text-90-vyzvy-IROP_verze-1.1.pdf.aspx?ext=.pdf, page consultée le 6 avril 2020.

OLOMOUCKÝ KRAJ, 2016. *Jak založit sociální podnik a dobře napsat podnikatelský plán.* kr-olomoucky.cz [En ligne]. Krajský úřad Olomouckého kraje, le 13 juin 2016. Disponible sur : <https://www.kr-olomoucky.cz/jak-zalozit-socialni-podnik-a-dobre-napsat-podnikatelsky-plan-aktuality-5582.html>, page consultée le 7 avril 2020.

OLOMOUCKÝ KRAJ, 2013. *Jan Příborský obdržel krajské ocenění za práci se zdravotně postiženými.* olkraj.cz [En ligne]. Krajský úřad Olomouckého kraje, le 17 juillet 2013. Disponible sur : <https://www.olkraj.cz/jan-priborsky-obdrzel-krajske-oceneni-za-praci-se-zdravotne-postizenymi-aktuality-2118.html>, page consultée le 8 avril 2020.

OLOMOUCKÝ KRAJ, 2020. *Podnikání, inovace a zaměstnanost.* olkraj.cz. [En ligne] le 13 mars 2020. Disponible sur : <https://www.olkraj.cz/podnikani-inovace-a-zamestnanost-cl-12.html>, page consultée le 7 avril 2020.

OLOMOUCKÝ KRAJ, 2015b. *Sociálně podnikat se dá i bez zákona.* kr-olomoucky.cz [En ligne]. le 1^{er} décembre 2015. Disponible sur : <https://www.kr-olomoucky.cz/socialne-podnikat-se-da-i-bez-zakona-aktuality-5027.html>, page consultée le 7 avril 2020.

OLOMOUCKÝ KRAJ, 2015a. *V Olomouci se uskutečnil seminář o sociálním podnikání.* kr-olomoucky.cz [En ligne] le 19 août 2015. Disponible sur : <https://www.kr-olomoucky.cz/v-olomouci-se-uskutecnil-seminar-o-socialnim-podnikani-aktuality-4693.html>, page consultée le 7 avril 2020.

PEREDO, Ana María et MCLEAN, Murdith, 2006. *Social entrepreneurship: A critical review of the concept.* sciencedirect.com [En ligne]. Disponible sur : https://s3.amazonaws.com/academia.edu.documents/33892808/articulo_ing_1.pdf?response-content-disposition=inline%3B%20filename%3DArticulo_ing_1.pdf&X-Amz-Algorithm=AWS4-HMAC-SHA256&X-Amz-Credential=ASIATUSB6BABGSZ7TVA%2F20200428%2Fus-east-1%2Fs3%2Faws4_re, page consultée le 26 décembre 2019.

PRUCHOVÁ, Michaela, 2019. *ČSOB otevírá Start It social.* csob.cz. [En ligne] ČSOB, le 11 juin 2019. Disponible sur : <https://www.csob.cz/portal/-/tz190611>, page consultée le 15 mars 2020.

ŘÍDÍCÍ ORGÁN OPERAČNÍHO PROGRAMU ZAMĚSTNANOST, 2016. *Výzva pro MAS na podporu strategií komunitně vedeného místního rozvoje změna č. 6 platná od 1. 7. 2019.* esfcr.cz [En ligne]. Disponible sur : https://www.esfcr.cz/documents/21802/2524297/Vyzva_047_OPZ.pdf/acbfa374-e34a-42d7-8cd5-6ef95b23e889, page consultée le 9 avril 2020.

SAY, Jean-Baptiste, 1803. *Traité d'économie politique : Livre I (de la production de richesse).* [En ligne] Disponible sur : http://classiques.uqac.ca/classiques/say_jean_baptiste/trait_e_co_pol/Traite_e_co_pol_Livre_1.pdf, page consultée le 28 décembre 2019.

SYROVÁTKOVÁ, Jaroslava, 2010. *Sociální podnikání*. Liberec : Technická univerzita v Liberci, 2010. 978-80-7372-683-6.

ŠKOBLA, Daniel, KOVÁČOVÁ, Lucia et ONDROŠ, Slavomír, 2018. *Sociálne podniky pracovnej integrácie na Slovensku*. [En ligne] Disponible sur : https://www.governance.sk/wp-content/uploads/2018/02/Publikacia-Socialne-podniky_Skobla-Kovacova-Ondos.pdf, page consultée le 10 mars. 2020978-80-972761-3-3.

TESSEA, 2020a. *Definice a principy sociálního podniku*. tessea.cz [En ligne]. Disponible sur : <http://www.tessea.cz/tessea-o-nas/definice-a-principy-socialniho-podnikani>, page consultée le 5 mars 2020.

TESSEA, 2020d. *Nabídka konzultací k sociálnímu podnikání členům z řad NNO trvá do srpna 2018*. tessea.cz [En ligne]. Disponible sur : <http://www.tessea.cz/aktuality/428-nabidka-konzultaci-k-socialnimu-podnikani-clenum-z-rad-nno-trva-do-srpna-2018>, page consultée le 13 mars 2020.

TESSEA, 2020b. *O nás*. tessea.cz. [En ligne] Disponible sur : [tessea.cz/tessea-o-nas/o-spolkumy-o-nas](http://www.tessea.cz/tessea-o-nas/o-spolkumy-o-nas), page consultée le 13 mars 2020.

TESSEA, 2014b. *Přehled rozpoznávacích indikátorů pro integrační sociální podniky (WISE)*. tessea.cz. [En ligne] Disponible sur : http://www.tessea.cz/images/pdf/prehled_indikatoru_integracni_SP_2014.pdf, page consultée le 9 avril 2020.

TESSEA, 2014a. *Přehled rozpoznávacích indikátorů pro obecné sociální podniky (SP)*. tessea.cz [En ligne]. Disponible sur : http://www.tessea.cz/images/pdf/prehled_indikatoru_obecne-SP_2014.pdf, page consultée le 9 avril 2020.

TESSEA, 2020c. *TESSEA v novém*. tessea.cz. [En ligne] Disponible sur : <http://www.tessea.cz/projekt-tessea-v-novem>, page consultée le 13 mars 2020.

TESSEA, 2018. *Zpráva o stavu sociálního podnikání v ČR 2018*. tessea.cz [En ligne] Disponible sur : www.tessea.cz/images/pdf/ZPRAVA_O_STAVU_SOC_PODNIKANI_2018_FINAL2.pdf, page consultée le 9 avril 2020.

TRČKA, Lukáš, 2014. *Sociální podnikání: teorie pro praxi.* Brno : Ústav sociálních inovací, 2014. ISBN 978-80-260-7215-7..

ÚŘAD PRÁCE ČR, 2020. *Seznam dodavatelů náhradního plnění.* uradprace.cz. [En ligne] Disponible sur : <https://www.uradprace.cz/seznam-dodavatelu-nahradniho-plneni>, page consultée le 13 avril 2020.

VYSKOČIL, Marek, 2014. *Podklad pro koncepci politiky vlády vůči NNO.* vlada.cz [En ligne]. Disponible sur : https://www.vlada.cz/assets/ppov/rnno/dokumenty/studie_vyskocil_pro_web.pdf, page consultée le 4 avril 2020.

ZÁKONY PRO LIDI +, 2020c. *Zákon č. 108/2006 Sb.* zakonyprolidi.cz [En ligne]. Disponible sur : <https://www.zakonyprolidi.cz/cs/2006-108#cast2>, page consultée le 3 avril 2020.

ZÁKONY PRO LIDI +, 2020a. *Zákon č. 134/2016 Sb.* zakonyprolidi.cz [En ligne] Disponible sur : <https://www.zakonyprolidi.cz/cs/2016-134#cast2>, page consultée le 29 mars 2020.

ZÁKONY PRO LIDI +, 2020b. *Zákon č. 435/2004 Sb.* zakonyprolidi.cz [En ligne]. <https://www.zakonyprolidi.cz/cs/2004-435#cast3>, page consultée le 4 avril 2020.

Annexes

Annexe I. Le questionnaire utilisé en slovaque

1. Názov vášho podniku (informácia pre autora, potvrdenie o vyplnení dotazníku)
2. Ste v spojení s ostatnými sociálnymi podnikmi v ČR?
3. Ak ste v predošlej otázke odpovedali kladne, prosím upresnite vďaka ktorému subjektu.
4. Je uvedený vo vašich zakladacích dokumentoch verejno prospešný cieľ zamestnania a sociálneho začleňovania osôv znevýhodnených na trhu práce?

Sociálny princíp

5. Koľko máte aktuálne zamestnancov?
6. Aké percento z nich patrí medzi osoby zo znevýhodnených skupín?
7. O aký typ znevýhodnenia sa jedná?
8. Máte stanovenú cieľovú skupinu pri vašej ekonomickej činnosti ?
9. Akým spôsobom zabezpečujete špecifické potreby zamestnancov zo znevýhodnených skupín?
10. Akým spôsobom informujete zamestnancov o chode firmy, jej hospodárskom výsledku či napĺňaní verejnoprospešného cieľa?
11. Ako často informujete svojich zamestnancov o dianí vo firme?
12. Zapojujete svojich zamestnancov do rozhodovania vo firme?
13. Zabezpečujete vzdelávanie svojich zamestnancov ? (Kurzy / školenia / individuálne plány rozvoja)
14. Akým spôsobom?
15. Ako často vzdelávanie prebieha ?
16. Priradte prosím dôležitosť tohto aspektu pre vaše podnikanie hodnotou od 1 do 10, pričom 1 je najmenej dôležité

Ekonomický princíp

17. Koľko percent vášho zisku ste v roku 2019 reinvestovali naspäť do podnikania?
18. Aké prostriedky využívate pre finančné zabezpečenie svojho podniku?
19. Nakoľko sociálne podnikanie nie je ukotvené v zákone, jeho definície a kritériá na dosiahnutie istých finančných prostriedkov sa môžu líšiť. Máte skúsenosť s takýmto prípadom? Ak áno, ako ste ho riešili?
20. Funguje váš podnik v hierarchickej štruktúre?
21. Koľko percent z celkových výnosov tvoria tržby z predaja za rok 2019?
22. Ktoré z ekonomických foriem riadenia využívate?
23. Máte uvedené v zakladacích dokumentoch vašej firmy prevedenie likvidačného zostatku na iný sociálny podnik či verejnoprospešnú organizáciu v prípade vášho zániku?
24. Priradte prosím dôležitosť tohto aspektu pre vaše podnikanie hodnotou od 1 do 10, pričom 1 je najmenej dôležité.

Enviromentálny a miestny princíp

25. Beriete do úvahy pri vašej ekonomickej činnosti aj potreby vášho regiónu?
26. Uveďte prosím o aké potreby sa jedná
27. Uprednostňujete cielene lokálnych dodávateľov?
28. Do akej miery je pre vás dôležité aktuálne bydlisko vašich potenciálnych nových zamestnancov?
29. Do akej miery beriete životné prostredie do úvahy v procese výroby?
30. Akým spôsobom napomáha vaša firma v oblasti ekológie?
31. S akými miestnymi aktérmi spolupracujete?
32. V čom spočíva táto spolupráca?
33. Priradte prosím dôležitosť tohto aspektu pre vaše podnikanie hodnotou od 1 do 10, pričom 1 je najmenej dôležité.

Všeobecné otázky

34. Poznali ste 3 základné piliere sociálneho podnikania?
35. Čo vás motivovalo získať status sociálneho podniku?

Annexe II. Le questionnaire utilisé en français

Les questions pour commencer

1. Le nom de votre entreprise (l'information pour l'auteure, la confirmation de remplissage du questionnaire)
2. Communiquez-vous avec d'autres entreprises sociales en République tchèque ?
3. Si vous avez répondu positivement à la question précédente, à quel réseau qui fait l'intermédiaire faites-vous partie
4. Avez-vous indiqué l'objectif profitable au public concernant l'emploi et l'intégration sociale des personnes défavorisées dans vos documents de fondation ?

Les questions concernant le principe social

5. Quel est le nombre d'employés actuels ?
6. Combien d'entre eux appartient à la catégorie des personnes défavorisées ? Exprimez ce taux en pourcentage.
7. De quel type de désavantage s'agit-il ?
8. Avez-vous défini le groupe cible pour votre activité économique ?
9. De quelle manière assurez-vous les besoins spécifiques de vos employés venant du groupe défavorisé ?
10. De quelle manière informez-vous vos employés de l'activité de l'établissement, de son résultat économique et de l'accomplissement de sa vision générale ?
11. Quelle est la fréquence de passage de ces informations ?
12. Les employés peuvent-ils contribuer à l'orientation future de l'entreprise ?
13. Fournissez-vous une formation à vos employés ? (cours/ formations/ plan individuel de développement)
14. De quelle manière ?
15. Quelle est la fréquence de ces formations ?
16. Exprimez l'importance de cet aspect pour votre entreprise en l'associant aux valeurs entre un et dix, où un est le moins important.

Les questions concernant le principe économique

17. Quelle part de votre profit a été réinvesti dans l'entreprise-même ? Exprimez le taux en pourcentage.
18. Grâce à quels moyens financiers assurez-vous le fonctionnement de l'entreprise ?
19. Etant donné que l'entrepreneuriat social ne figure pas dans la loi tchèque, sa définition et les critères pour atteindre certains moyens financiers peuvent être différents. Avez-vous une expérience semblable ? Si oui, comment vous vous êtes adaptés à une telle situation ?
20. La structure de votre entreprise est-elle hiérarchique ?
21. En 2019, quelle part de la vente des produits ou des services a contribué au revenu total ? Exprimez le taux en pourcentage.
22. Quelles méthodes de la gestion économique utilisez-vous ?

23. Avez-vous indiqué le transfert du solde de liquidation en cas de clôture de l'entrepreneuriat au bénéfice d'une autre entreprise sociale, une organisation profitable au public ou à la commune ?
24. Exprimez l'importance de cet aspect pour votre entreprise en l'associant aux valeurs entre un et dix, où un est le moins important.

Les questions concernant le principe écologique et local

25. Prenez-vous en considération les besoins de votre région ?
26. Indiquez-les.
27. Préférez-vous les fournisseurs locaux aux autres ?
28. Le lieu de domicile de l'employé potentiel est-il important pour vous ?
29. Dans quelle mesure l'environnement est-il pris en considération au processus de fabrication ?
30. De quelle manière votre entreprise aide-t-elle à l'écologie ?
31. Avec qui, parmi les acteurs locaux, coopérez-vous ?
32. En quoi consiste cette coopération ?
33. Exprimez l'importance de cet aspect pour votre entreprise en l'associant aux valeurs entre un et dix, où un est le moins important.

Les questions générales

34. Connaissez-vous ces trois piliers de l'entrepreneuriat social ?
35. Quelle était votre motivation pour atteindre le statut d'entreprise sociale ?

Annotation

Nom et prénom : Šuchaňová Eduarda

Nom de la faculté : Faculté des Arts

Nom du département : Département des études romanes

Titre du travail : L'entrepreneuriat social dans la région d'Olomouc

Directeur de recherche : Mgr. et Mgr. Martin Marek

Nombre de signes : 88 949

Nombre d'annexes : 2

Nombre de titres de la littérature utilisée : 64

Mots clés : l'entrepreneuriat social, l'évolution de l'entrepreneuriat social, l'entreprise sociale, l'entreprise sociale d'insertion, la région d'Olomouc

Annotation : La thèse traite de l'entrepreneuriat social dans la région d'Olomouc. Il a pour objectif d'examiner et d'analyser la situation actuelle des entreprises portant ce statut social dans le territoire précis. L'analyse est basée sur les critères donnés par la théorie de l'entrepreneuriat social. Elle permet de découvrir ce que les sondés font pour accomplir les principes théorétiques et elle montre jusqu'à quel point ces derniers sont-ils satisfaits dans la réalité. Cette thèse est divisée en deux parties principales : la première est composée de trois premiers chapitres. Elle comporte l'aspect théorique de cette problématique (la définition de l'entrepreneuriat social, son histoire en bref, les caractéristiques de l'entreprise sociale, ses critères principaux, les supports disponibles proposés par des agents, etc.), la deuxième partie correspondant au dernier chapitre présente la recherche et l'analyse des entreprises choisies dans la région d'Olomouc. Elle vise à analyser la façon dont ces entreprises travaillent avec les principes et à découvrir la satisfaction des principes particuliers.

Abstract

Author's name: Šuchaňová Eduarda

Name of the faculty: Faculty of Arts

Name of the department: Department of Romance Languages

Title: Social entrepreneurship in the region of Olomouc

Thesis supervisor: Mgr. et Mgr. Martin Marek

Number of characters: 88 949

Number of attachments: 2

Number of titles of the literature: 64

Key words: social entrepreneurship, evolution of social entrepreneurship, social enterprise, work integration social enterprise, region of Olomouc

Abstract: The thesis deals with social entrepreneurship in the Olomouc region. It aims to examine and analyze the current situation of companies with status of social enterprise in the specified territory. The analysis is based on the criteria given by the theory of social entrepreneurship. It allows us to discover what the respondents do to achieve the theoretical principles and shows how satisfied those principles are in reality. This thesis is divided into two main parts: the first part consists of three chapters. It includes the theoretical aspect of the problem (the definition of social entrepreneurship, its history in short, the main characteristics of social enterprise and its criteria, the supports available offered by different agents etc.). The second part is represented by the last chapter. It presents the research and the analysis of selected companies in the Olomouc region. It aims to analyze how these companies work with the principles and to measure the satisfaction of particular principles in practice.